

LA PRESSE AFFAIRES

sur cyberpresse.ca

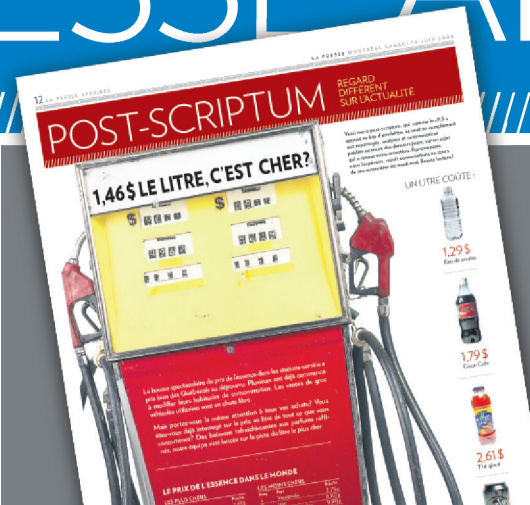
BLOGUE

Sophie Cousineau dessine le portrait-robot du prochain patron de la Caisse de dépôt sur lapresseaffaires.com/cousineau

EXPERTS

Comment devenir un bon représentant? Lisez les conseils de Jean-Pierre Lauzier sur cyberpresse.ca/experts

MINTZBERG
LE SYNDROME DE LA SUPERFICIALITÉ
PAGE 5



POST-SCRIPTUM
C'EST CHER, UN LITRE?
UNE NOUVELLE RUBRIQUE EN PAGE 12

S&P/TSX
14 778,46
+175,87 (+1,20%)

TSX CROISSANCE
2639,40
+5,14 (+0,20%)

QUÉBEC 30
1207,03
+11,98 (+1,00%)

DOW JONES
12 307,35
+165,77 (+1,37%)

DOLLAR
97,16 ¢US
-0,57 ¢

CARTELS DE L'ESSENCE

Déjà deux recours collectifs

HUGO FONTAINE

Les consommateurs n'entendent pas à rire. Déjà deux recours collectifs concernant les cartels des prix de l'essence ont été déposés hier en Cour supérieure.

Le premier recours a été lancé par un citoyen de Lac-Beauport (mais natif de Thetford Mines) et vise les sociétés pétrolières auxquelles étaient affiliés les détaillants impliqués dans les cartels de Victoriaville, Thetford Mines, Sherbrooke et Magog.

Le second, déposé par deux citoyens de Sherbrooke et de Ham-Nord, dans le Centre-du-Québec, vise en plus certains détaillants.

Dans le premier cas, le requérant demande à ce que les pétrolières paient des «dommages temporairement évalués à 7,5 millions» et «des dommages exemplaires temporairement évalués à 2,5 millions». Le second recours n'avance pas de sommes précises, l'avocat Owen Falguero étant d'avis qu'il est trop tôt pour le faire.

► Voir **RECOURS** en page 4

PLUS-VALUE

Diversifier son portefeuille
PAGES 6 ET 7



QUI REMPLACERA HENRI-PAUL ROUSSEAU?

Le 30 mai dernier, Henri-Paul Rousseau a annoncé qu'il quittait son poste de président et chef de la direction de la Caisse de dépôt et placement du Québec. Une fois la surprise passée, le comité de sélection chargé de trouver son successeur s'est mis au boulot. Qui sera le successeur d'Henri-Paul Rousseau? Sophie Cousineau a rencontré Pierre Brunet, président du conseil de la Caisse, qui lui a dévoilé le portrait-robot du futur président. À partir de cette grille d'analyse, *La Presse Affaires* a cherché à savoir qui prendra la relève. NOTRE DOSSIER EN PAGES 2 ET 3



HAUSSE DES LIVRAISONS EN AVRIL

Les manufacturiers ne lâchent pas prise

RUDY LE COURS

Les signes d'une remise en marche de l'économie canadienne au deuxième trimestre se multiplient. Après le rebond des mises en chantier, voici maintenant que les manufacturiers recommencent à pousser la roue.

Leurs ventes en avril ont grimpé de 2,0%, un bond consi-

dérable qui a déjoué les prévisions les plus optimistes. Statistique Canada nous a appris aussi hier que le volume des expéditions était à la hausse de 1,3%. Il s'agit de la troisième augmentation mensuelle d'affilée. Cela paraît indiquer que les efforts des fabricants pour se débarrasser donnent des résultats, même s'ils ne sont pas au bout de leurs peines.

L'agence fédérale précise que les ventes de 17 des 21 secteurs sous examen ont progressé en avril.

Médiocres durant l'hiver en raison des intempéries et de travaux de maintenance, les ventes de produits du pétrole et du charbon ont bondi de 9,0%. Sans elles, la progression des livraisons manufacturières

aurait été limitée à 1,0%, soit quand même deux fois plus que la prévision médiane des experts.

Les expéditions de machines et d'équipement ont ainsi bondi de 5,7%, celles de matériel informatique de 3,9%, celles des produits chimiques de 3,8% et celles des produits du bois de 2,7%.

Très volatiles, celles des aéronaves ont piqué du nez après deux montées au de février et mars. «Il semble bien que l'activité manufacturière canadienne a commencé le trimestre en trombe», fait observer Milan Mulraine, économiste chez TD Valeurs mobilières.

► Voir **MANUFACTURIERS** en page 4

IXTAPA PACIFIC, MEXIQUE

Le bonheur des vacances en famille

Avec ses Clubs pour enfants, de nouvelles chambres spacieuses et la création de suites familiales, Ixtapa Pacific devient une destination de choix pour les jeunes parents.

Escapade en famille à partir de **2 999\$*** pour une famille de 4 ou plus
Séjours entre le 18 juin et le 19 décembre 2008



1-800-CLUBMED Visitez clubmed.ca

*Offre valable pour les nouvelles réservations seulement et est non combinable avec une autre. La réservation doit être effectuée avant le 30 juin 2008 pour un séjour entre le 18 juin et le 19 décembre 2008. L'offre est valable pour les familles de 4 personnes ou plus séjournant dans une même chambre, et n'est valable que pour certaines catégories de chambres spécifiques. Les prix varient selon la destination. Des restrictions d'âge, de date et d'occupation s'appliquent. Un minimum de 7 nuits est requis. L'offre dépend d'un contrôle de remplissage, peut être retirée à tout moment et est sujette à la disponibilité au moment de la réservation. Non applicable pour les réservations de groupe. Une annulation partielle fera augmenter le prix des autres membres. Frais d'adhésion en sus: 60\$/adulte, 30\$/enfant de moins de 16 ans. Les conditions d'annulation/changement de la brochure en vigueur s'appliquent. Offre valide au Canada seulement. Titulaire d'un permis du Québec. Le prix en exemple est pour Ixtapa Pacific, séjour seulement, pour 7 nuits, dans une catégorie de chambre minimum, entre le 08/30/08 et le 10/31/08 et ne comprend ni les vols ni les transferts. Le prix inclut la TPS et la TVQ mais n'inclut pas les frais de contribution au fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages de 3,50\$ par 1 000\$. LP110608

Club Med
TOUS LES BONHEURS DU MONDE

CAISSE DE DÉPÔT LA SUCCESSION D'HENRI-PAUL ROUSSEAU

Portrait-robot du prochain



SOPHIE COUSINEAU
CHRONIQUE

Assis dans son bureau ensoleillé, au 10^e étage de l'édifice de la Caisse de dépôt et placement du Québec, Pierre Brunet arbore un sourire aussi généreux que sa personne. Il faut dire que le président du conseil de la Caisse est l'homme le plus courtisé en ville.

Pour ceux qui ne le savent pas encore, c'est Pierre Brunet qui préside le comité qui sélectionnera le prochain chef de la direction de la Caisse, l'employé de l'État le plus puissant après le premier ministre du Québec.

«Je reçois plein de téléphones. Évidemment, ce n'est jamais la personne elle-même qui m'appelle, c'est toujours une relation!» raconte-t-il en riant.

Ce comptable est blagueur, mais Pierre Brunet ne badine pas avec la mission délicate qui vient de lui tomber dessus sans crier gare. Gérer une institution dont l'actif total sous gestion s'élève à 258 milliards de dollars, ce n'est pas donné à tout le monde. Et comme la crise du papier commercial l'a amplement démontré, la Caisse n'est pas un long fleuve tranquille.

«Il y a beaucoup de gens qui sont

prêts à jouer dans la Ligue nationale, dit Pierre Brunet. Mais nous, on veut un Crosby ou un Gretzky.»

Le processus est d'ailleurs plus dépolitisé qu'il ne l'a jamais été auparavant. C'est la première nomination depuis que la loi constitutive de la Caisse a été amendée en 2004, pour améliorer les pratiques de gouvernance de l'institution. Ainsi, les rôles sont inversés. Ce n'est plus Québec mais bien le conseil d'administration de la Caisse qui nomme le président et chef de la direction «avec l'approbation du gouvernement».

Ce qui ne veut pas dire que le premier ministre Jean Charest et la ministre des Finances, Monique Jérôme-Forget, n'influenceront pas le comité en y allant de suggestions bien appuyées! Mais ces candidatures, qui s'ajoutent à une «longue liste», sont étudiées en fonction de la grille d'analyse du comité de sélection.

Ce comité se compose de sept administrateurs. Outre Pierre Brunet y siègent Yvan Allaire, Alban D'Amours et Claude Garcia, tous présidents de comités, André Trudeau et Jocelyne Dagenais, représen-

tants de déposants, de même que la syndicaliste Claudette Carbonneau.

La grille d'analyse des candidats découle du profil que ce comité de sélection a esquissé. Voici en exclusivité le portrait-robot du président, que Pierre Brunet surnomme la «description de Dieu le Père». «Familier avec l'ensemble des enjeux financiers typiques d'une caisse de retraite, il en maîtrise certains aspects particuliers. Doté d'un leadership de premier plan démontré dans des organisations comparables à la Caisse, le candidat est un excellent communicateur, tant au sein de son organisation qu'avec des parties prenantes externes. Le candidat possède une fine connaissance des enjeux socio-économiques et politiques du Québec.

«Il possède une expérience avérée de transactions et de partenariats à

« Il y a beaucoup de gens qui sont prêts à jouer dans la Ligue nationale. Mais nous, on veut un Crosby ou un Gretzky. »

caractère international. (...) La personne choisie doit apparaître légitime et crédible pour les parties prenantes de la Caisse. Elle doit par sa réputation et son style de leadership s'imposer à l'équipe de direction.»

À écouter Pierre Brunet, toutefois, l'expérience internationale ressemble plus à un atout qu'à une condition

préalable. Le premier critère de sélection, c'est la connaissance des produits financiers. «Le candidat n'est pas obligé d'avoir un doctorat en maths, mais il doit avoir une connaissance de l'ensemble des produits financiers, dont les produits dérivés», précise le président du conseil.

Mais la «personnalité» compte tout autant aux yeux de Pierre Brunet. Ainsi, il est primordial que le futur président «soit capable de s'exprimer et de faire face au public».

Pierre Brunet note que nombre de PDG sont incapables de s'exprimer en public. «Mais bon, si c'est la seule chose qui accroche, on n'est quand même pas au cinéma: ce n'est pas un acteur qu'on recherche!»

On aurait pu croire que c'est Henri-Paul Rousseau qui faisait du président de la Caisse un excellent orateur. Mais son successeur devra partager les talents de pédagogue de l'ex-professeur.

D'autant que le futur président de la Caisse doit encore «vendre» la nouvelle mission de la Caisse. Depuis 2004, le développement économique du Québec est subordonné

au «rendement optimal du capital des déposants». Or, avec la vente d'Alcan, entre autres transactions inquiétantes, cette mission ne suscite toujours pas l'adhésion de la population, comme un sondage l'a récemment confirmé à la Caisse.

«Il faut mettre en place un programme d'information pour mieux faire

QUI REMPLACERA HENRI-PAUL ROUSSEAU?

Soyons modeste! L'expérience nous enseigne qu'il est difficile d'anticiper les choix des comités de sélection. Pour le défi, et surtout pour le plaisir, les journalistes de *La Presse Affaires* vous présentent sept «candidats» qui pourraient remplacer Henri-Paul Rousseau. Pour y arriver, nous avons utilisé la liste des critères de la Caisse de dépôt, que nous avons obtenue. Et nous avons fait des appels auprès de financiers québécois. Voici le résultat de nos recherches.



CHRISTIANE BERGEVIN

45 ans

Présidente de SNC-Lavalin Capital

Après Monique Leroux chez Desjardins, pourquoi pas une femme à la tête de la Caisse de dépôt? Christiane Bergevin a le profil de l'emploi. Depuis son arrivée en 1997, la filiale qu'elle dirige est devenue l'une des plus importantes sources de financement non bancaires au Canada. Titulaire d'un bac en commerce de l'Université McGill, elle siège au conseil d'administration de la Caisse depuis 10 mois.

+ Jeune et dynamique, cette spécialiste en finance internationale est membre du comité de vérification de la Caisse.

- Fait-elle partie du *Old boys' network*?



LUC BERTRAND

53 ans

Président et chef de la direction de la Bourse de Montréal

Un spécialiste des produits dérivés. Candidat malheureux à la direction de la Bourse TMX (fusion de Toronto et de Montréal), Luc Bertrand pourrait être tenté, malgré ses dénégations, de profiter de l'occasion si elle s'offrait à lui. Depuis la réorganisation boursière de 1999, ce bachelier en philosophie devenu financier a fait un véritable succès du parquet montréalais spécialisé dans les options et les contrats à terme.

+ Il a relevé le pari des produits dérivés.

- Il a déjà indiqué qu'il n'était pas intéressé par le poste.



JEAN HOUDE

62 ans

Sous-ministre des Finances, Québec

Proche du Parti libéral provincial. Son nom a circulé abondamment dans les officines de Québec dès l'annonce du départ d'Henri-Paul Rousseau. En 2003, Jean Houde avait quitté son poste de vice-président aux affaires de la Banque Nationale pour entrer au service du gouvernement. Il a d'abord été président d'Investissement Québec. Puis, depuis trois ans, il est sous-ministre des Finances.

+ Il est considéré comme un excellent gestionnaire.

- Est-il prêt à subir la pression liée à la visibilité de cette fonction?



GORDON J. FYFE

50 ans

Président d'Investissements PSP

Une candidature de choix. Grand patron de l'Office d'investissement des régimes de pension du secteur public, il gère 200 employés et des fonds de retraite de 35 milliards. Jusqu'en 2003, Gordon Fyfe était un des hommes forts de la Caisse. Il a dirigé la division CDP Capital Marchés mondiaux. Auparavant, il présidait TAL International. Anecdote: c'est le gendre de Jean Campeau, ex-PDG de la Caisse de 1980 à 1990.

+ Gestionnaire d'expérience, parfaitement bilingue, il exerce les mêmes fonctions que celles demandées à la Caisse.

- Des rumeurs veulent que le rendement d'Investissements PSP ne soit pas mirobolant.

CAISSE DE DÉPÔT LA SUCCESSION D'HENRI-PAUL ROUSSEAU

président

comprendre la mission de la Caisse, dit Pierre Brunet. La pire expression qu'on puisse employer, c'est le "bas de laine des Québécois", qui laisse croire que l'on peut piger là-dedans et faire n'importe quoi, à fonds perdus.»

Autre défi du prochain président, la réflexion sur le prochain plan stratégique, à l'automne. Pierre Brunet ne prévoit toutefois pas de virage à 180 degrés, puisque le prochain président devra s'inscrire dans la « continuité ».

C'est d'ailleurs pour réduire l'incertitude après une année mouvementée que la Caisse espère choisir son président avant la date butoir du 31 août que le comité de sélection s'est donnée. « On agit avec une certaine diligence », dit Pierre Brunet.

Le comité de sélection s'était déjà réuni deux fois avant notre rencontre, mercredi. Sa liste de candidats, une liste double qui comprend les candidats intéressants et les candidats intéressés, est fort longue. « Mais lorsque ton article sera publié, la liste sera déjà pas mal plus courte », a laissé tomber Pierre Brunet, en référence à la troisième réunion du comité, tenue depuis.

Ainsi les candidats « intéressants » n'expriment pas tous de l'intérêt pour le poste de président de la Caisse lorsque la firme de chasseurs de tête Egon Zehnder International les sonde.

Un Dominic D'Alessandro, cet autre ex-président de la Laurentienne (!) qui vient d'annoncer sa retraite de Manuvie, accepterait-il de diminuer sa rémunération et de rendre des comptes à des députés pour le

« plaisir » de diriger la Caisse? Une Monique Leroux peut-elle abandonner le Mouvement Desjardins après avoir arraché tout récemment la présidence au sixième tour de scrutin?

Qui figure encore sur la liste abrégée de la Caisse? En passant des coups de fils à droite et à gauche, les collègues de *La Presse Affaires* se sont amusés à dresser leur propre liste de candidats – au risque de se couvrir de ridicule.

Notre top 7? Christiane Bergevin, Luc Bertrand, Gordon Fyfe, Jean Houde, Jacques Ménard, Réal Raymond et Michel Tremblay.

COURRIEL

Pour joindre notre chroniqueuse: sophie.cousineau@lapresse.ca

LE CANDIDAT IDÉAL, SELON LA CAISSE

« Familier avec l'ensemble des enjeux financiers typiques d'une caisse de retraite, il en maîtrise certains aspects particuliers. Doté d'un leadership de premier plan démontré dans des organisations comparables à la Caisse, le candidat est un excellent communicateur tant au sein de son organisation qu'avec des parties prenantes externes. Le candidat possède une fine connaissance des enjeux socio-économiques et politiques du Québec.

Il possède une expérience avérée de transactions et de partenariats à caractère international. Le candidat manifeste une grande énergie physique et mentale et maîtrise parfaitement le français et l'anglais. La personne choisie doit apparaître légitime et crédible pour les parties prenantes de la Caisse. Elle doit, par sa réputation et son style de leadership, s'imposer à l'équipe de direction. »



JACQUES MÉNARD

62 ans

Président de BMO Groupe financier, Québec

Plusieurs pensent qu'il est vivement intéressé par le poste. Bien connu dans le monde financier, il consacre aussi beaucoup de temps et d'énergie aux cercles communautaires et philanthropiques. À la Banque de Montréal, Jacques Ménard chapeaute les activités de 170 succursales et il gère 5000 employés au Québec. Il vient de publier le livre *Si on s'y mettait*, où il présente ses solutions pour améliorer l'environnement économique et social du Québec.

+ Un excellent communicateur.

- Dans le milieu, on l'imagine davantage comme président du conseil que chef de l'exploitation de la Caisse.



RÉAL RAYMOND

58 ans

Ancien grand patron de la Banque Nationale

Un banquier d'expérience. Sous son règne, les profits de la Nationale sont passés de 563 millions en 2001 à 871 millions cinq ans plus tard. Une hausse de 55%! Réal Raymond connaît bien le monde des placements. Pendant sa carrière de 37 ans à la Banque, il était très apprécié par ses employés et par ses pairs. Il est considéré comme un grand rassembleur.

+ Il serait efficace dès le lendemain de sa nomination.

- Est-il prêt à sortir de sa retraite pour se lancer à nouveau dans le feu de l'action?



MICHEL TREMBLAY

52 ans

Vice-président-directeur, Placements, Industrielle Alliance

Un homme de placements. Diplômé en actuariat de l'Université Laval, il a débuté sa carrière dans le secteur de l'assurance à La Solidarité, au Groupe Optimum et à ING. Michel Tremblay a ensuite dirigé le gestionnaire de portefeuilles Natcan avant de devenir le grand patron de toutes les succursales de la Banque Nationale. Il est arrivé en début d'année à l'Industrielle Alliance, où il est responsable des valeurs mobilières, des prêts hypothécaires, de l'immobilier et des fonds communs.

+ Il connaît tous les rouages du placement.

- Peu porté sur les relations publiques.

LA PRESSE AFFAIRES

À L'AGENDA

/// ■ PRÉVISIONS ■ RÉEL BPA: bénéfice par action M: million G: milliard

LUNDI 16 JUIN
Ventes de véhicules automobiles neufs (Canada)
avril: **0,5%**
mars: **-0,5%**
Adobe Systems BPA 2T: **46\$US**

MARDI 17 JUIN
Mises en chantier (États-Unis) mai: **980 000 unités**
avril: **1 032 000 unités**
Goldman Sachs BPA 2T: **3,42\$US**

MERCREDI 18 JUIN
Indicateurs avancés (Canada) mai: **0,1%**
avril: **0,1%**
FedEx BPA 4T: **1,47\$US**

JEUDI 19 JUIN
Indice des prix à la consommation (Canada) mai: **0,6%**
avril: **0,8%**
Indicateur avancé (États-Unis) mai: **0,0%**
avril: **0,1%**

VENREDI 20 JUIN
Winnebago Industries BPA 3T: **6¢**

LUNDI 23 JUIN
Walgreen BPA 3T: **59¢US**

Source: Bloomberg
POUR NOUS JOINDRE

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
lpa@lapresseaffaires.com

SUDOKU

			8	9	3			5
		4					7	
	1			2				9
	4				8			
8								9
		2		4				6 1
5				1				8
	7				2			
		6	9					3 4

Niveau de difficulté : DIFFICILE

1041

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

9	3	7	5	8	2	6	4	1
2	4	6	9	1	7	5	8	3
8	5	1	3	4	6	2	7	9
5	7	3	6	2	9	8	1	4
4	9	2	8	3	1	7	5	6
1	6	8	4	7	5	9	3	2
7	1	9	2	5	4	3	6	8
6	8	5	1	9	3	4	2	7
3	2	4	7	6	8	1	9	5

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

Par Fabien Savary 1040

Cogeco Câble acquiert Toronto Hydro Telecom pour 200 millions

MARIE TISON

Cogeco Câble a effectué une sérieuse percée en téléphonie dans la plus grande ville du pays. L'entreprise québécoise a annoncé hier l'acquisition de Toronto Hydro Telecom pour la somme de 200 millions de dollars.

La filiale de Toronto Hydro Corporation offre des services de télécommunications à des entreprises et des organisations de la métropole.

Il s'agit notamment de communication de données et de services Ethernet, de voix sur IP (Internet Protocol), d'accès internet haute vitesse et de stockage de données.

« C'est une très belle opportunité de croissance pour Cogeco et ses actionnaires, a déclaré hier la directrice des communications d'entreprise de Cogeco Câble, Marie Carrier. C'est une

belle occasion dans un marché qui grandit rapidement. »

À l'heure actuelle, Cogeco Câble est présente dans toute la région du sud-ouest de l'Ontario, sauf à Toronto.

Or, c'est dans le Grand Toronto que l'on retrouve le plus important marché de

concentrer sur ses activités principales, soit la distribution d'électricité.

« Nous avons entrepris un vaste programme d'investissements d'un milliard de dollars pour moderniser nos installations, a-t-il déclaré en entrevue téléphonique. La vente de

Network, la division des télécommunications d'EnWin Energy, la société de distribution d'électricité de la ville de Windsor.

« C'est le même scénario, a noté M^{me} Carrier. Une entreprise décide de se consacrer à ses activités principales et de mettre une filiale en vente. Elle approche des compagnies potentielles, plusieurs font des offres et une sort du lot. »

Toronto Hydro Telecom compte environ 70 employés. Son acquisition par Cogeco Câble est soumise à l'approbation du Commissaire de la concurrence. Cogeco Câble entend financer la transaction par dette bancaire.

Cogeco Câble a fait l'annonce de la transaction à la fermeture des marchés hier. Son titre a gagné 1,08\$ pour clôturer à 39,89\$ à la Bourse de Toronto.

« C'est une très belle opportunité de croissance pour Cogeco. C'est une belle occasion dans un marché qui grandit rapidement. »

services de télécommunications pour les entreprises au Canada.

Le vice-président aux communications de Toronto Hydro, Blair Peberdy, a expliqué que son entreprise voulait se départir de sa filiale de services de télécommunications pour se

Toronto Hydro Telecom nous permet de compter sur des fonds supplémentaires pour ce programme. »

Pour Cogeco Câble, la transaction annoncée hier a un petit air de déjà vu. Il y a quelques semaines, Cogeco a annoncé l'acquisition de MaxEss

Déjà deux recours collectifs

RECOURS

suite de la page 1

Les deux recours ne pourront survivre parallèlement. M^{re} Falguero explique que selon la jurisprudence, le recours déposé le plus tôt a préséance. Mais dans d'autres dossiers, il est arrivé que les avocats s'entendent pour porter conjointement un seul recours.

Tout dépendant de la position des intimées, l'audition de la requête pourrait ne pas avoir lieu avant 15 mois, selon David Bourgoïn, l'avocat qui porte le premier recours.

Complexe

En entrevue à *La Presse Affaires*, M^{re} David Bourgoïn admet qu'il est difficile de quantifier le nombre de personnes du groupe requérant. Ce groupe inclut en fait tous les automobilistes ayant acheté de l'essence dans les marchés concernés entre 2005 et 2007.

« Même si le groupe est très large, cela n'empêche pas qu'un recours puisse se faire, dit M^{re} Bourgoïn. Il faut le rendre efficace. »

Compte tenu qu'il « est illusoire de penser que tous les gens ont conservé leurs reçus d'essence », M^{re} Bourgoïn avance quelques idées de modalités de compensation: la création d'un fonds global duquel les consommateurs pourraient retirer une somme fixe, le paiement de sommes à des organismes de consommateurs, ou des rabais offerts par les pétrolières sur une période donnée.

« C'est bien évident que dans des recours comme celui-là, ce sont souvent des sommes symboliques qui sont versées », ajoute M^{re} Bourgoïn.

Le recours collectif de M^{re} Bourgoïn vise uniquement les pétrolières, et non les détaillants impliqués dans les cartels.

« On base le recours sur le concept de l'imputabilité, explique l'avocat. Même si les pétrolières prétendent que ce ne sont pas les sièges sociaux qui ont mis en place le cartel, on considère qu'elles sont responsables, parce que cela relève de leur bannière. »

Alimentation Couche-Tard a finalement réagi aux accusations portées contre elle et deux de ses employés à la suite de l'enquête du Bureau de la concurrence. Le groupe possède 17 stations-service qui seraient impliquées dans les cartels.

« Bien que Couche-Tard prenne très au sérieux ces accusations, l'entreprise entend se défendre vigoureusement », est-il écrit dans le communiqué de l'entreprise.

« La direction de Couche-Tard ne cautionnerait en aucun temps des pratiques de travail allant à l'encontre de nos lois [...] Il est important de préciser qu'à ce jour, ces accusations n'ont pas été prouvées. »

Par ailleurs, la consultation des énoncés communs des faits, déposés par la Couronne à la Cour supérieure, a permis d'en savoir un peu plus sur le fonctionnement des cartels.

On y apprend qu'Ultramar et son représentant Jacques Ouellet, qui se sont vu imposer des amendes de 1,85 million et 50 000\$, n'étaient pas impliqués dans la coordination de la fixation des prix, mais que la participation d'Ultramar était critiquée pour le fonctionnement du cartel.

« Sans sa participation ponctuelle à l'heure prévue de l'augmentation [du prix], celle-ci avait de très grandes chances d'échouer ou d'être de courte durée », souligne la Couronne.

Selon les mêmes documents, le cartel de Victoriaville a organisé neuf augmentations de prix de 2 à 9¢ (réussies ou non) entre le 4 mars et le 23 juin 2005. Durant la même période, le cartel de Thetford Mines a planifié cinq hausses de 2 à 8¢.

AFFAIRES 700

704 SITES INTERNET
<http://members.shaw.ca/wallo/seraphin/>

710 OCCASIONS D'AFFAIRES **710** OCCASIONS D'AFFAIRES

Occasion d'affaires pour détaillants Esso

- Avez-vous la passion de l'excellence en matière de service à la clientèle ?
- Travaillez-vous présentement dans le commerce de détail – au profit de quelqu'un d'autre ?
- Avez-vous une expérience dans le marché du détail, de préférence dans le domaine pétrolier ?
- Avez-vous acquis en entreprise ou dans une franchise des compétences de leadership et de gestion dont vous souhaiteriez tirer parti dans votre entreprise ?
- Aimeriez-vous être votre propre patron et gérer et embaucher vous-même vos employés ?
- Que diriez-vous d'avoir l'occasion d'exploiter concrètement une station-service, un lave-auto et un dépanneur clé en main, en bénéficiant d'un soutien complet, pour une mise de départ entre 60 000 \$ et 100 000 \$?

Nous avons présentement des occasions d'affaires dans les régions de Montréal.

Pour renseignements, visitez le site www.esso.ca/detaillant ou téléphonez à l'équipe de recrutement de détaillants Esso au 1 888 298-6307.

L'Impériale Vous avez vu une de nos stations dernièrement ? Soyez de la partie !

MC Marque de commerce de la Compagnie Pétrolière Impériale Ltée. Pétrolière Impériale, licencié.

AFFAIRES BOURSIÈRES
Apprenez à négocier les actions/options, vivez de la bourse ou augmentez vos revenus.
Résidence/bureau. Temps plein/partiel.
Formation intensive et suivi personnalisé.
• Cours Actions 1 sem.: 9 août 2008
• Cours Options 2, 3 jours: 23 août 2008
• Cours Investisseur Actif 1 jour: Montréal 13 sept.
Soirées d'information gratuites à 19 h: MONTRÉAL 6 AOÛT
Accrédité Emploi-Québec
514.666.0306 / 1.877.309.0123
www.daytradercanada.com

AUBAINE, Rawdon, terrain 1 000 000 pi², golf 9 trous, bâtisse, machinerie, etc. 514-978-3738.

FRANCHISEUR pour le territoire du Québec recherche investisseur AVEC 75 K \$ à 3 M \$. Grande invention à commercialiser 514-723-5398

THE UPS STORE
Occasion de franchise disponible.
Joignez-vous au plus grand réseau de centres locaux de services aux entreprises du Canada.
Pour en savoir plus visitez le www.theupsstore.ca
ou composez le 1-800-661-6232

715 FINANCEMENT
1RE-2e HYP. rés., comm., ind. balance vente Dencol 514-342-1356 (agent protégé)

AVIS 800

801 AVIS LÉGAUX
Le 14 juin 2008
Avis est par les présentes donné que, à la suite du décès de **RICHARD, GEORGES, WILFRID CUILLERIER**, en son vivant domicilié au 4600, Promenade Paton, appartement C111, Laval (Québec) H7W 3X8, survenu à Montréal le 8 novembre 2007. Un inventaire des biens de Richard Cuillerier a été fait par le liquidateur successoral Me Pierre Lavoie, notaire. Cet inventaire peut être consulté par les intéressés à l'adresse suivante: 1545, boulevard Curé-Labelle, bureau 100, Laval (Québec), H7V 2W4, numéro de téléphone (450) 681-1685.

Les manufacturiers ne lâchent pas prise

MANUFACTURIERS

suite de la page 1

De son côté, la firme JP Morgan Canada, qui figure parmi les plus pessimistes sur l'état de santé de l'économie canadienne, a décidé de réviser légèrement à la hausse ses prévisions. Elle voit maintenant la possibilité d'une expansion de 0,2% en avril car les fabricants en ont aussi profité pour augmenter légèrement leurs stocks.

Malheureusement, cette belle performance ramène le secteur tout juste au niveau de sa production de février, tellement mars aura déçu. « Jusqu'à présent en 2008, les ventes manufacturières, mesurées en valeur ou en volume, varient sans qu'une tendance se dessine », observe Marc Pinsonneault, économiste principal à la Financière Banque Nationale.

Cela pourrait se poursuivre, si le recul des nouvelles commandes devait se poursuivre pendant plusieurs mois. La valeur des commandes en carnet reste toutefois élevée.

La faiblesse relative du dollar canadien depuis le début de l'année, malgré la flambée des prix de l'énergie, donne un peu d'oxygène aux fabricants.

En revanche, la morosité per-

sistante du consommateur américain précarise leurs débouchés, à l'étranger.

Son moral est dans les talons, comme en faisait foi encore hier l'indice de confiance de l'Université de Michigan qui continue de baisser.

Il atteint le creux de la sombre époque des otages en Iran, sous la présidence de Jimmy Carter.

L'inflation fait toujours des siennes aux États-Unis et progressait au rythme de 4,2% le mois dernier, soit deux fois vite que le rythme souhaité par la Réserve fédérale. Comme les hausses de salaires demeurent contenues chez nos voisins du Sud, la poussée des prix de l'essence amincit d'autant le budget des ménages pour les dépenses discrétionnaires.

En revanche, cela nourrit les spéculations voulant que la Réserve fédérale augmente son taux directeur cet automne, voire même dès sa réunion du 5 août, selon les parieurs les plus audacieux.

Cela dope le billet vert qui a pris du galon contre la plupart des monnaies cette semaine y compris la nôtre.

Hier, le huard a poursuivi sa descente en cédant 57 centièmes. Il s'échangeait contre 97,16 cents US seulement.

GRANDE LIQUIDATION DE VÊTEMENTS PRINTEMPS-ÉTÉ POUR HOMMES
MODE DE CONCEPTEURS EUROPÉENS SUPÉRIEURS
Stephano Ricci - Brioni - Jaguar
San Remo - Rodrigo - Reporter
Costumes Cour. : de 995 \$ à 1 895 \$
Spécial : à partir de 250 \$
Cuir - Chemises - Pulls - Pantalons - Vestons - Cravates - etc.
Rabais jusqu'à 80% du prix courant
Ouvert du lundi au vendredi de 10 h à 18 h
Samedi et dimanche de 10 h à 17 h
LIQUIDATION OMEGA
491, boul. Lebeau, Saint-Laurent, H4N 1S2
au sud de Côte-Vertu
514 788-5155

MINTZBERG... SUR LA PENSÉE EN GESTION



Henry Mintzberg termine sa collaboration avec *La Presse Affaires*. Cet universitaire de haut calibre, professeur à l'Université McGill, est considéré comme l'un des plus grands penseurs du management. Figurant au *Who's Who* mondial depuis 1999, M. Mintzberg est titulaire de 13 doctorats honorifiques, décernés dans huit pays. Son best-seller *Des managers, des vrais, pas des MBA* a jeté un pavé dans la mare de l'enseignement traditionnel dans les écoles de gestion. Ses propos, recueillis sous forme d'entrevue, ont été livrés ici sur une base régulière.

Le syndrome de la superficialité

Débordés au point de ne plus penser, plusieurs cadres demandent à Henry Mintzberg: «Suis-je normal, docteur?» Réponse: «Vous êtes parfaitement normal. Mais si vous ne réfléchissez plus ou peu, vous pourriez être atteint du syndrome de la superficialité».

JACINTHE TREMBLAY
COLLABORATION SPÉCIALE

Dans cette dernière entrevue avec *La Presse Affaires*, le spécialiste de la gestion parle de cette maladie qui conduit à faire tout toujours plus vite, au risque de sacrifier la qualité; à se perdre dans les détails en oubliant le sens et la vue d'ensemble sur le travail. «Ce syndrome est le résultat de mauvaises réponses répétées à une des grandes énigmes de la gestion: comment doser, au quotidien, la réflexion et l'action», explique-t-il.

Q Le syndrome de la superficialité est-il une maladie récente des gestionnaires?

R Non, il menaçait les gestionnaires que j'ai observés depuis mes recherches de doctorat, en 1968. Il est lié à la nature même de leur travail. Les gestionnaires vivent dans le chaos calculé et le désordre contrôlé. Ils accomplissent en cascade de courtes tâches de nature différentes, souvent interrompues par des contacts internes et externes.

Cette fragmentation, ajoutée à leur responsabilité de produire des résultats tangibles et souvent urgents, a toujours favorisé l'apparition de ce syndrome. Les technologies de l'information (TI), particulièrement les courriels, ont cependant augmenté les risques de le contracter.

Malgré leurs avantages incontestables, les courriels accentuent paradoxalement la distance du manager avec le terrain et les personnes ainsi que les interruptions, la fragmentation et la pression.

Sans changer la nature du management, les courriels peuvent en

accentuer les caractéristiques au point d'en dénaturer la pratique. Elle peut devenir si frénétique qu'elle devient dysfonctionnelle, trop superficielle, trop déconnectée.

Les pièges tendus par les TI accentuent les difficultés à planifier, à voir plus loin en même temps qu'il y a tant de choses urgentes à faire. C'est un des *conundrums* de la gestion dont je traiterai dans mon prochain livre, *Managing*.

Q *Conundrum!* Qu'est-ce que c'est? Une autre maladie?

R Non. C'est un mot anglais pour décrire une énigme, une question ou un problème impossible à résoudre, dont la «bonne» réponse varie constamment en fonction du contexte.

Les gestionnaires sont sans arrêt confrontés à des *conundrums* comme: comment déléguer quand tant d'informations sont orales, personnelles et confidentielles? Comment être en contact avec le terrain quand la nature de son travail vous en éloigne?

Gérer, c'est être tiraillé sans arrêt entre des responsabilités et des attentes qui semblent contradictoires. Les *conundrums* de la gestion touchent tous les niveaux du management: la pensée, l'information, les personnes et l'action. Leurs énigmes sont souvent posées en même temps, ce qui accroît leurs difficultés.

Dans mon premier livre, *The Nature of Managerial Work*, paru en 1973, je parlais de cette réalité comme du «cercle vicieux» de la gestion. Je me proposais alors de poursuivre mes recherches pour les aider à en sortir. Dans *Managing*, je livrerai quelques pistes mais aucune

solution miracle: une telle chose n'existe pas, ni dans les écoles, ni dans les livres, y compris les miens.

Q À quoi pensez-vous?

R Pour résoudre les tirailllements entre la réflexion et l'action, la méthode la plus populaire consiste à faire un exercice de planification stratégique. On en fait maintenant partout, dans les PME, les ministères et même dans les petites associations à but non lucratif.

Les gestionnaires ont l'illusion de résoudre leurs énigmes. C'est faux.

Q Que reprochez-vous à la planification stratégique?

R Énormément de choses que j'ai longuement expliquées dans *Grandeur et décadence de la planification stratégique*. En bref, la réalité marche rarement selon le plan. Combien de «planificateurs stratégiques» avaient prévu le 11 septembre 2001, la hausse fulgurante du prix du pétrole, les changements du taux de change?

En plus, la planification stratégique n'a jamais eu de potentiel stratégique. Elle repose essentiellement sur l'analyse, un univers conceptuel, ordonné par catégories. La stratégie, quant à elle, est affaire de synthèse. Une stratégie est plus qu'une combinaison de catégories. C'est une intégration, pas une combinaison. L'analyse est un élément parmi d'autres: elle n'est pas la stratégie.

Q Comment crée-t-on une stratégie?

R C'est tout à fait simple: par l'apprentissage. On apprend les stratégies peu à peu, essai par essai, expérimentation par expérimentation.

Q Et quelle est la relation entre la réflexion et l'action dans la stratégie?

R C'est un va-et-vient constant. Si on reste sur l'un ou l'autre, on est foutu! Que de la réflexion? Le management devient passif. Que de l'action? Il devient écerelé.

Un bon manager agit sans arrêt et réfléchit sans arrêt. Il réfléchit sur ses actions et il agit à partir de ses réflexions. C'est comme ça que, peu à peu, on apprend sa voie vers une vision de l'avenir de l'organisation.

Un bel exemple de «vision» est IKEA. À mon avis, les meubles en kit emballés de façon à ce qu'on puisse les emporter immédiatement à la maison est un élément fondamental de cette vision. Combien de temps faut-il quand vous allez chez IKEA pour la première fois pour comprendre que vous n'êtes pas dans un magasin de meubles comme les autres? Quinze minutes? Et combien de temps l'organisation a mis pour arriver à cette vision? Quinze ans!

Avec cette vision, IKEA est devenu le plus grand détaillant d'ameublement au monde. Est-ce que c'était son but au départ? Ces jours-ci, trop d'entreprises remplacent la vision par des énoncés du genre: doubler nos profits d'ici cinq ans, devenir les leaders de notre secteur en achetant nos concurrents. Ça n'a rien à voir avec la vision et ça n'aide d'aucune façon les gestionnaires. Au contraire, c'est une des causes majeures du syndrome de la superficialité. Les pressions sont énormes pour livrer la marchandise en premier.

Q Au plan individuel, les gestionnaires ont-ils des moyens pour se débattre avec les *conundrums* sans tomber malades?

R Ils le peuvent, à la condition d'accepter qu'ils sont inhérents à la gestion. Ils SONT la gestion. Ils s'en sortiront mieux s'ils les comprennent mieux. C'est ce à quoi je tente de les aider depuis 40 ans. Ils doivent aussi apprendre à vivre et jouer avec eux. Ils doivent aussi se résoudre à devoir trouver, au cas pas cas, un point d'équilibre entre les éléments contradictoires de ces énigmes.

Les gestionnaires peuvent améliorer leur travail et leur vie en se donnant les moyens de réfléchir et d'agir autour de leurs énigmes avec leurs pairs. C'est le sens de l'approche pédagogique des programmes que j'ai contribué à développer à McGill.

Q Les *conundrums* de la gestion en font-ils une mission impossible?

R Absolument pas. Gérer est difficile mais ces énigmes sont précisément ce qui rend ce travail aussi intéressant et aussi excitant. Tous les gestionnaires doivent vivre avec eux. Ceux qui sont incapables d'y trouver un certain plaisir feraient mieux de se trouver un poste d'ermite.

Les Québécois affranchis de l'impôt le 19 juin

LA PRESSE CANADIENNE

L'Institut Fraser a fixé au 19 juin la journée d'affranchissement de l'impôt pour les Québécois. Cela constitue une amélioration par rapport à l'an dernier, cette journée étant alors tombée le 24 juin.

Cette année, la famille québécoise moyenne gagnera 76 489\$. Elle paiera un total de 35 454\$ en impôts, soit 46,4% de son revenu total.

À l'échelle nationale, la journée où les Canadiens finissent de payer leur fardeau fiscal imposé par le gouvernement, et commencent enfin à travailler pour eux-mêmes, arrive le 14 juin, soit quatre jours plus tôt qu'en 2007. L'Institut Fraser fait remarquer que la baisse de la taxe sur les produits et services (TPS) par le gouvernement fédéral de 6 à 5%, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2008, a devancé la journée d'affranchissement de l'impôt de deux jours. Le fait que 2008 soit une année bissextile permet également de devancer d'une journée la date de l'affranchissement de l'impôt.

Nathalie Elgrably-Lévy, économiste principale pour le Québec et la francophonie à l'Institut Fraser, souligne que le fardeau fiscal des Québécois est parmi les plus lourds au Canada. Elle fait remarquer qu'en Ontario, par exemple, les contribuables célèbrent la journée d'affranchissement de l'impôt 10 jours avant les Québécois.

L'Alberta est la première province à atteindre la journée de l'affranchissement de l'impôt, soit le 28 mai. Viennent ensuite le Nouveau-Brunswick (3 juin), l'Île-du-Prince-Édouard (4 juin), le Manitoba (8 juin), l'Ontario (9 juin), la Nouvelle-Écosse (12 juin), la Colombie-Britannique (13 juin), le Québec (19 juin), la Saskatchewan (20 juin) et Terre-Neuve-et-Labrador (30 juin).

Félicitations à Alexandre Saint-Denis, CA, récipiendaire du prix Reconnaissance - Jeune CA décideur 2008



Sur la photo, Jean-Pierre Allaire, FCA, président du Conseil de l'Ordre (à gauche) et Daniel McMahon, FCA, président et chef de la direction de l'Ordre (à droite) entourent Alexandre Saint-Denis, CA.

Alexandre Saint-Denis, CA, gestionnaire de risque au sein du Comité international de la Croix-Rouge, s'est vu remettre les honneurs le 10 mai dernier, lors de la prestigieuse Soirée reconnaissance de l'Ordre des comptables agréés du Québec, alors que l'Ordre lui décernait le prix Reconnaissance - Jeune CA décideur pour la détermination et le dynamisme dont il a fait preuve ainsi que les nombreux défis qu'il a relevés dans les domaines professionnel et communautaire.

Dès 2002, il a été actif sur le terrain en assurant la planification et la gestion d'opérations humanitaires dans des coins chauds du globe, notamment en République du Congo, dans la Bande de Gaza, en Cisjordanie et en Birmanie. Il a été membre des équipes d'urgence chargées de mettre en place les opérations humanitaires lors du tremblement de terre au Pakistan en 2005, et de la crise libanaise de l'été 2006. Ces deux opérations constituent maintenant des références en matière de réponse humanitaire lors de catastrophes ou de conflits.

Depuis octobre 2006, en sa qualité de gestionnaire de risque, il a effectué la révision complète des mesures de contrôle financier du CICR. Grâce à son expertise et à ses compétences, Alexandre Saint-Denis a également conçu et mis sur pied une politique liée à la gestion des devises. Cette politique a eu pour effet d'atténuer substantiellement le risque lié aux fluctuations des taux de change sur les finances de l'organisation, lui permettant ainsi de réaliser des économies importantes.

Nous le savions déjà, mais voilà une autre preuve éloquente de la qualité de la relève chez les comptables agréés!



J'AIMERAIS TANT QU'ETU Y SOIS!

VACANCES D'ÉTÉ ENSOLEILLÉES

PUNTA CANA WILD CARD 1 SEMAINE, TOUT-COMPRIS 899\$ LE 27 JUIN ET LE 4 JUIL	PUERTO PLATA WILD CARD 1 SEMAINE, TOUT-COMPRIS 799\$ LE 27 JUIN ET LE 4 JUIL	PUERTO PLATA LIFESTYLE TROPICAL BEACH RESORT 1 SEMAINE, TOUT-COMPRIS 949\$ LES 11 ET 18 JUIL	PUERTO PLATA SOSUA BAY RESORT 1 SEMAINE, TOUT-COMPRIS 1199\$ LE 25 JUIL	VACANCES FAMILIALES 1 SEMAINE, TOUT-COMPRIS <table border="1"> <tr> <td>PUERTO PLATA CELSIJMA TROPICAL PLAYA DORADA ENFANTS 599\$</td> <td>PUNTA CANA THE CLUB AT GRAND PARADISE BAVARO ENFANTS 859\$</td> </tr> </table>	PUERTO PLATA CELSIJMA TROPICAL PLAYA DORADA ENFANTS 599\$	PUNTA CANA THE CLUB AT GRAND PARADISE BAVARO ENFANTS 859\$
PUERTO PLATA CELSIJMA TROPICAL PLAYA DORADA ENFANTS 599\$	PUNTA CANA THE CLUB AT GRAND PARADISE BAVARO ENFANTS 859\$					

La garantie est valide pour les nouvelles réservations seulement. Départs de Montréal. Les prix sont par personne, basés sur une occupation double. Forfaits incluent vols l'hôtel, repas, boissons et transferts. Toutes les taxes et frais sont inclus. Certaines conditions s'appliquent. Les prix annoncés sont en vigueur au moment de l'impression et sont valables pour les nouvelles réservations jusqu'au 16 juin, 2008. Pour plus de détails visitez www.goTravelDirect.com. Vols sur les ailes de Zoom Airlines. Go Travel Direct est titulaire d'un permis du Québec. Prix disponibles en ligne seulement à www.goTravelDirect.com. Contribution au fonds d'indemnisation de 3.50 \$ par tranche de mille dollars en supplément.

GoTravelDirect.com
514.849.3344

AVIS DE NOMINATION

Monsieur Marc Leblanc, directeur de la succursale de Montréal de Valeurs mobilières Desjardins (VMD), est heureux d'annoncer la nomination de messieurs Jean Quintin* et Martin Migneault au sein du groupe Dalpé-Milette, conseillers en placement auprès de VMD.

MONSIEUR JEAN QUINTIN est diplômé en marketing de HEC Montréal. Il compte plus de 25 années d'expérience en marketing auprès de divers cabinets de publicité et sociétés variées. Récemment, il agissait comme directeur marketing de Six Flags/La Ronde. Il aura comme responsabilités d'orchestrer le plan de développement des affaires du groupe Dalpé-Milette et de contribuer activement aux efforts de prospection.

MONSIEUR MARTIN MIGNEAULT détient un baccalauréat en science politique, spécialisation en relations internationales de l'UQAM. Il oeuvrait de 1999 à avril 2008 à titre de conseiller en placement chez Valeurs mobilières Desjardins. Il appuie désormais les activités de prospection du groupe Dalpé-Milette, en particulier auprès de la clientèle des caisses Desjardins.

À propos du groupe Dalpé-Milette
Le groupe Dalpé-Milette (www.sabius.com), qui compte onze personnes, continue sa forte expansion. Il offre à une clientèle principalement individuelle des services de gestion de portefeuille discrétionnaire fort compétitifs. En 2007, le groupe Dalpé-Milette recevait le premier prix dans la catégorie « Meilleur ratio rendement risque de portefeuille », dans le cadre du congrès des conseillers en placement de Valeurs mobilières Desjardins.

En 1999, Marc Dalpé du groupe Dalpé-Milette était nommé lauréat national canadien du prestigieux prix Distinction de l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières (ACCOVAM). Le programme Distinction est « un concours national qui vise à souligner l'excellence des conseillers en placement qui incarnent les plus hautes normes de dévouement et de professionnalisme dans le secteur des valeurs mobilières ». Seuls deux conseillers du Québec ont mérité cet important honneur.

À propos de Valeurs mobilières Desjardins
Valeurs mobilières Desjardins est la firme de courtage du Mouvement Desjardins, le plus important groupe financier intégré de nature coopérative au Canada. Elle offre une gamme complète de produits et services de courtage de valeurs mobilières, gère un actif de près de 20 milliards de dollars, compte 46 points de service de courtage de plein exercice en valeurs mobilières et emploie plus de 1 000 personnes, dont 320 conseillers en placement.

* La nomination de monsieur Quintin est sujette à ce qu'il satisfasse aux conditions d'inscription et à l'approbation des autorités réglementaires.

Desjardins Valeurs mobilières
Membre FCPE

PLUS-VALUE

POUR MIEUX GÉRER VOS PLACEMENTS

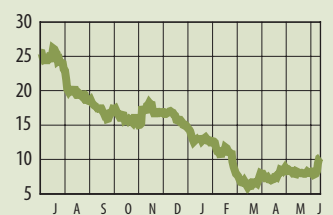


« Nous ne nous contenterons pas de survivre jusqu'à demain. Nous devons poser des gestes audacieux »
 — MIKE ZAFIROVSKI, président de Nortel

LES ENTREPRISES

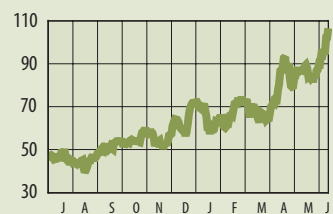
TITRES GAGNANTS

NORTEL NETWORKS
 (NT)
 10,32\$ +32,00%



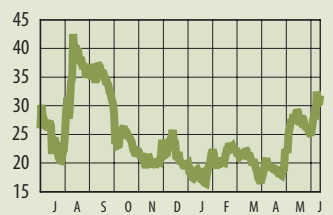
Le fabricant d'équipements de téléphonie va concentrer ses efforts de recherches sur le LTE, une technologie sans fil qui bénéficie de l'appui de AT & T et Verizon.

AGRIUM
 (AGU)
 106,46\$ +13,00%



Ce producteur d'engrais a fait savoir que ses bénéfices au deuxième trimestre dépasseraient ses prévisions antérieures.

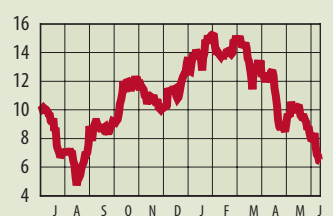
INTEROIL
 (IOL)
 31,80\$ +12,00%



La compagnie torontoise a indiqué cette semaine qu'un puit de gaz en Papouasie-Nouvelle-Guinée dépassait les attentes.

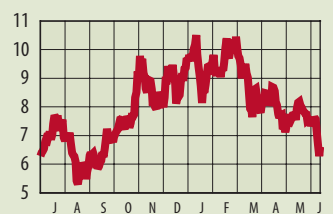
TITRES PERDANTS

CENTERRA GOLD
 (CG)
 6,40\$ -24,00%



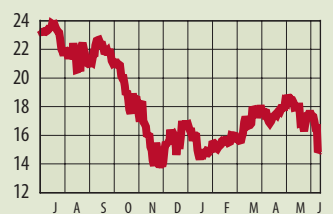
Stephen Walker, analyste de RBC Capital, a revu à la baisse sa recommandation touchant le titre de cette société minière.

SILVERCORP METALS
 (SVM)
 6,60\$ -14,00%



Les contrats à terme sur l'argent ont régressé de plus de 4% cette semaine, entraînant à la baisse les actions de cette compagnie minière.

FORZANI GROUP
 (FGL)
 14,94\$ -12,00%



Le détaillant d'articles de sport a annoncé une perte inattendue au premier trimestre et une baisse de ses ventes.

METTRE AU TRAVAIL

EFFRAYÉS PAR LA CRISE FINANCIÈRE, LES INVESTISSEURS ACCUMULENT DES LIQUIDITÉS À LA BANQUE DEPUIS UN AN. QUEL EST LE MEILLEUR ENDROIT POUR RÉINVESTIR CET ARGENT QUI DORT? GESTIONNAIRES ET STRATÈGES ONT JETÉ UN REGARD À 360 DEGRÉS SUR LES MARCHÉS FINANCIERS. ILS ONT INDIQUÉ À LA PRESSE AFFAIRES LA MEILLEURE DIRECTION À PRENDRE.



STÉPHANIE GRAMMOND

Depuis l'éclatement de la crise du crédit l'été dernier, les épargnants ont laissé beaucoup d'argent dormir dans leur compte.

Le regain de popularité des fonds de marchés monétaires en témoigne. Ces portefeuilles d'obligations à court terme ne rapportent presque rien, mais les investisseurs peuvent y stationner leur liquidité en toute sécurité. En un an, leurs actifs ont bondi de 40%, pour atteindre 67 milliards à la fin d'avril, selon l'Institut des fonds d'investissement du Canada (IFIC).

Ce réflexe défensif aura été payant à court terme, permettant

aux épargnants d'esquiver la correction boursière. Mais par la suite, les investisseurs font souvent la même erreur: « Les gens restent liquides trop longtemps. Ils ne sont pas capables de voir le point de retournement », constate François Landry, chef des placements au Groupe Fonds des professionnels.

Mais en ce moment, les investisseurs qui veulent remettre leurs dollars au boulot sont un peu déboussolés.

D'un côté, les obligations ne rapportent pas grand-chose. Et une éventuelle hausse des taux d'intérêt leur ferait perdre de la valeur.

De l'autre côté, la Bourse canadienne donne des frissons. Composée à plus 50% de ressources naturelles, l'indice de la Bourse de Toronto carbure au pétrole et devient un pari de plus en plus risqué. Que faire alors?



CETTE SEMAINE

-1,3%

Ainsi va le pétrole, ainsi va la Bourse de Toronto. L'indice S&P/TSX a reculé de 1,3% cette semaine dans la foulée des fluctuations folles du prix du brut, qui glissait hier de 1,4%.

Source: Bloomberg

LES BOURSES

	FERMETURE	VARIATION	
		SEM.	12 MOIS
S&P/TSX (Canada)	14 778,46	-1,28%	6,63%
S&P 500 (US)	1 360,03	-0,05%	-10,27%
Russell 2000 (Petites entreprises US)	733,61	-0,91%	-11,88%
NASDAQ (Technos US)	2 454,50	-0,81%	-4,95%
Brazil Bovespa Stock (Brésil)	67 203,52	-3,70%	26,81%
FTSE 100 (Angleterre)	5 802,80	-1,76%	-11,54%
CAC 40 (France)	4 682,30	-2,36%	-21,10%
DAX (Allemagne)	6 765,32	-0,57%	-11,92%
NIKKEI 225 (Japon)	13 973,73	-3,56%	-22,25%
Hang Seng (Hong-Kong)	22 592,30	-6,86%	7,50%

LES SECTEURS

	FERMETURE	VARIATION	
		SEM.	12 MOIS
Technologies de l'information	456,62	3,14%	61,29%
Produits de consommation de base	1 522,10	-0,41%	-11,42%
Énergie	4 139,95	-1,13%	21,70%
Produits de consom. discrétionnaire	1 046,84	-1,17%	-23,75%
Services financiers	1 726,74	-1,30%	-13,48%
Services publics	1 970,91	-1,66%	8,04%
Matériaux de base	3 631,10	-1,85%	35,62%
Services de télécommunications	883,50	-2,00%	-15,57%
Produits industriels	1 313,90	-3,67%	-4,26%
Soins de santé	341,40	-4,64%	-33,12%

L'ARGENT QUI DORT

1. Rester couché!

Que faire avec les dollars qui dorment dans nos tiroirs? Patienter encore un peu, répond Vital Proulx, président de la firme de gestion Hexavest.

À l'investisseur qui se lève le matin avec l'envie de réinvestir, il suggère: « Quand ça te tente trop, tu te recouches un peu et puis ça passe. » Une blague pour dire qu'il n'y a pas d'urgence à réinvestir... pour l'instant.

2. Un faible pour les actions américaines

Pour sa part, François Lagarde, stratège en chef chez Placements Montrusco Bolton, a un petit faible pour la Bourse américaine. À première vue, les États-Unis, au bord de la récession, ne semblent pas le meilleur endroit pour investir. Mais il faut voir plus loin...

D'abord, la Réserve fédérale américaine a baissé les taux d'intérêt, insufflant de l'oxygène dans l'économie.

Ensuite, la faiblesse du dollar américain redonne un avantage concurrentiel aux multinationales qui exportent à l'étranger. C'est sans compter que la hausse du coût du pétrole gonfle les coûts de transport des marchandises. Cela fait en sorte que certaines entreprises commencent à rapatrier, en sol américain, des activités qui avaient été délocalisées en Asie.

M. Lagarde signale que les 500 plus grandes entreprises américaines tirent presque la moitié de leurs revenus de l'international. Acheter l'indice S & P500, c'est un peu comme acheter le monde. Cet un bel outil de diversification à l'international.

M. Landry renchérit. Lui aussi recommande les plus grandes sociétés américaines, idéalement celle de l'indice S & P100. Il rappelle que les grandes sociétés, dotées d'une cote de crédit en béton, auront plus de facilité à se financer en cette période de crise de crédit et de coûts d'emprunt élevés.

Selon lui, la devise pourrait être favorable, contrairement aux années passées. « La devise américaine est probablement à son creux », dit-il. Si elle s'apprécie, les investisseurs canadiens gagneront au change.

3. Surveillez bien les banques américaines

Déjà très amochées, les actions des banques pourraient recevoir

le coup de grâce bientôt. Une baisse de leur titre de 10 à 15% serait une occasion d'achat intéressante, considère M. Proulx.

Les actions des banques américaines sont retombées au même niveau qu'en 1997. « Ça veut dire que depuis 10 ans, les seuls qui se sont enrichis avec les banques, ce sont les dirigeants », déplore Vital Proulx.

Mais aujourd'hui, le pire de la crise du crédit semble passé. Environ la moitié des radiations d'actifs en relation avec les hypothèques à risque ont déjà été annoncées. Et les investisseurs ont une bonne idée de ce qui reste à venir, si bien que les titres reflètent les prochaines vagues de radiation.

« C'est vrai qu'on commence à voir lumière au bout du tunnel. Mais c'est la lumière du train qui approche », prévient M. Proulx. Ceux qui se lancent tout de suite risquent de se faire écraser.

Mais il faut être prêt à sauter, cet été peut-être, lorsque les marchés auront atteint le point de capitulation. Cela ce produira lorsque les investisseurs mesureront les torts causés par le ralentissement économique aux États-Unis. Les défauts de paiement ne se limiteront plus qu'aux hypothèques à risque, mais toucheront aussi les hypothèques conventionnelles, les prêts auto, les cartes de crédit...

4. Et les banques canadiennes

De leur côté, les financières canadiennes pourraient bénéficier d'un phénomène de rotation d'actif, estime M. Landry. Si le vent tourne pour le secteur de l'énergie, les gestionnaires de portefeuille sortiront leurs billes et les réinvestiront dans le secteur financier. Et en attendant, le rendement du dividende des banques est extrêmement alléchant.

5. Sur la défensive

Pierre Lapointe, stratège adjoint à la Financière Banque Nationale, reste sur ses gardes: « Pour nous, le marché n'a pas encore intégré la récession aux États-Unis. »

Il favorise donc les grandes sociétés pharmaceutiques américaines, placement défensif par excellence. « C'est un secteur anticyclique qui ne souffrira pas trop du ralentissement économique, car les gens ont toujours besoin de médicaments. C'est un secteur qui est aussi moins vulnérable à l'inflation », dit-il.

6. Après le cauchemar de l'Halloween

Même si le véhicule de placement est appelé à disparaître, les fiducies de revenus demeurent un placement intéressant, dit M. Lagarde.

Plusieurs ont perdu des plumes lorsque le ministre Flaherty a annoncé la fin de l'avantage fiscal dont elles bénéficient, par un beau soir d'Halloween. Les fiducies sont en sursis jusqu'en 2011. Ensuite, elles redeviendront des entreprises comme les autres. Mais certaines seront achetées ou privatisées d'ici là. Les détenteurs d'unités pourraient donc recevoir une prime. Et en attendant, elles bénéficient de distribution de revenus de 8,5% en moyenne.

Les fiducies immobilières, elles, ont été épargnées par le ministre des Finances. Leur distribution est légèrement inférieure (7%). Par contre, les titres ont été fortement affectés par la crise immobilière américaine, même si la situation au Canada est totalement différente. Cette faiblesse constitue donc un point d'entrée intéressant.

7. L'assurance contre l'inflation

Depuis deux semaines, les craintes d'inflation font beaucoup jaser. Les obligations à rendement réel constituent une police d'assurance, signale François Bourdon, vice-président répartition de l'actif et revenu fixe chez Fiera Capital.

Il s'agit de titres à revenus fixes émis par les gouvernements. À l'échéance, les détenteurs retrouvent leur capital initial, mais en plus ils ont droit à une somme qui correspond au taux d'inflation moyen durant la période de détention.

Prenons une obligation à rendement réel qui vient à échéance en 2021 et dont le taux d'intérêt s'établit à 4,25%. L'obligation vaut présentement 132,26\$, ce qui implique un taux de rendement de 1,5%. Une obligation comparable (sans protection contre l'inflation) offre un rendement d'environ 4%. L'écart indique que les marchés prévoient une inflation à 2,5% d'ici 2021. Si l'inflation grimpe plus haut, l'obligation à rendement réel prendra de la valeur.

Mais ne vous attendez pas à des miracles. Les obligations à

rendement réel ne sont pas des placements audacieux. Elles pourraient livrer des rendements de 4% sur cinq ans, guère plus que des obligations normales. Mais les risques de déceptions sont plus limités, indique M. Bourdon.

Avis aux intéressés, le marché canadien des obligations à rendement est plus restreint et moins liquide. Mieux vaut se tourner vers l'international. Justement, les pays émergents ont plus de fil à retordre avec l'inflation.

8. Ah la vache!

Parlant d'inflation... En faisant l'épicerie, les consommateurs remarquent la hausse des prix des denrées alimentaires comme le blé, le maïs ou le soja. L'indice des denrées alimentaires est à un sommet, mais celui du bétail n'a pas suivi, note M. Bourdon.

Deux composantes sont essentielles pour élever du bétail: des céréales pour nourrir les animaux et du pétrole pour les transporter.

Comme le prix de ces deux composantes est en ascension, il est plus coûteux d'élever du bétail.

Les producteurs se font saigner. Mais tôt au tard, l'offre diminuera ce qui relèvera le prix du bétail.

Un investissement dans l'agriculture est une bonne façon d'investir à l'extérieur des sentiers battus, estime M. Bourdon. « C'est un bel élément de diversification dans un contexte de morosité économique », dit-il.

9. Carburer à la volatilité

Présentement, les marchés sont coincés entre la récession et l'inflation. « C'est une guerre entre deux mondes: celui des pays développés qui ont peu de croissance économique et celui des pays émergents qui ont trop d'inflation », dit M. Bourdon.

Pour la Bourse et les obligations, cela signifie peu de rendement et beaucoup de volatilité. Alors pourquoi ne pas aller du côté des fonds alternatifs (*hedge funds*) qui se nourrissent de volatilité? « Dans cet environnement, les gestionnaires talentueux réussissent à générer plus de rendement », dit M. Bourdon. Ils pourraient obtenir des rendements qui excèdent de 4 à 5% celui des bons du Trésor.

Des placements à prendre avec des pincettes

Au cours des 12 prochains mois, quel est le dernier endroit où rajouter des sous? La réponse des experts.

> Les pays émergents, plus précisément les fameux BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) répond **Vital Proulx**.

> Le pétrole, estime **Pierre Lapointe**. À court terme, les spéculateurs pourraient pousser le prix du pétrole à 150\$US. Mais à moyen terme, c'est insoutenable. La demande va fondre. Déjà, les Américains délaissent les gros véhicules gourmands et font le plein moins souvent. Les pays émergents, comme l'Inde, la Malaisie ou l'Indonésie, arrêtent de subventionner l'essence à la pompe, des programmes devenus trop coûteux. Du jour au lendemain, les consommateurs paient 40% de plus pour remplir leur auto. Un choc!

D'ici 18 à 24 mois, le baril redescendra à 80\$US.

> Les sociétés productrices de pétrole et tous les marchés boursiers qui sont très concentrés dans ce secteur, le Canada bien sûr, mais aussi certains pays émergents comme la Russie, indique **François Landry**.

> Les obligations en général, répond **François Lagarde**. Elles ont très peu de possibilité de plus-value: les taux sont historiquement bas, les banques centrales ont probablement terminé leur assouplissement monétaire (quand les taux baissent, la valeur des obligations grimpe et vice versa), et les risques d'inflation sont plus grands qu'ils ne l'ont jamais été depuis 10 ans (ce qui pourrait ramener des hausses de taux d'intérêt).

DES INDICES POUR MIEUX DIVERSIFIER SON PORTEFEUILLE

Fonds cotés en Bourse	Symbole	Bourse	Frais de gestion	Composition du portefeuille
SPDR S & P500 (Spider)	SPY	AMEX	0,08%	Les 500 plus grandes sociétés américaines qui forment l'indice S & P500
iShares S & P100	OEF	AMEX	0,20%	Les 100 plus grandes sociétés américaines (indice S & P100)
SPDR db int. Gov. Inflation protected	WIP	AMEX	0,23%	Portefeuille d'obligations à rendement réel de pays développés et émergents, sauf les États-Unis.
SPDR Financial Select Sector	XLF	AMEX	0,23%	Éventail de sociétés de services financiers américaines, comme Citigroup, BankAmerica, etc.
SPDR Health Care Select Sector	XLV	AMEX	0,23%	Éventail de sociétés pharmaceutiques, comme Pfizer, Johnson & Johnson et Merck
iShares Canadian Financial Sector	XFN	Toronto	0,55%	30 sociétés financières canadiennes, principalement les banques et les assureurs
iShares Canadian Reit Sector	XRE	Toronto	0,55%	14 fiducies immobilières (Reit) canadiennes, dont Riocan qui forme 25% du fonds
Claymore Global Agriculture	COW	Toronto	0,65%	

Portefeuille mondial d'actions de grandes entreprises dans le domaine de l'agriculture

LA PRESSE AFFAIRES

UN INVESTISSEMENT DE 100 MILLIONS

Prestige Telecom quadruple sa taille

JACQUES BENOIT

Le concepteur et fabricant de réseaux filaires Prestige Telecom, de Montréal, s'apprête à acquérir, pour quelque 100 millions de dollars, deux entreprises spécialisées pour leur part dans les réseaux sans fil.

Celles-ci, WesTower et Radian Communications Services, tous deux actives à la fois au Canada et aux États-Unis, porteront le chiffre d'affaires de la nouvelle Prestige à quelque 250 millions, comparativement à 40 millions à l'heure actuelle.

« On s'adapte à la réalité du marché », expliquait hier dans un entretien avec *La Presse Affaires* le président et chef de la direction de Prestige Pierre-Yves Méthot.

Car, à l'exemple de sociétés telles que Bell, Telus et Rogers, actives à la fois dans les réseaux filaires et sans fil, Prestige offrira désormais ses services aux deux types de réseaux, dit-il.

À la clôture des transactions, prévue pour le début juillet, la nouvelle Prestige verra ses effectifs passer de 350 personnes en ce moment à quelque 1400.

« Et on devient numéro un de notre secteur », ajoute Pierre-Yves Méthot.

Fondée en 1980 et travaillant normalement dans l'ombre des entreprises de télécommunications, Prestige compte financer ses acquisitions par deux moyens.

D'abord, par une marge de crédit bancaire de 50 millions renouvelable, d'une durée de deux ans, plus un emprunt bancaire de 5,4 millions pour la même période, auquel s'ajoutera



PHOTO VALÉRY HACHE, AGENCE FRANCE-PRESSE

L'entreprise Prestige Telecom élargit ses activités au sans fil avec ces nouvelles acquisitions.

un appel public à l'épargne grâce auquel l'entreprise veut recueillir quelque 30 millions.

crédit et de l'emprunt que compte obtenir l'entreprise. En ce qui concerne l'émission

À l'exemple de sociétés telles que Bell, Telus et Rogers, actives à la fois dans les réseaux filaires et sans fil, Prestige offrira désormais ses services aux deux types de réseaux.

« On a des ententes de principe avec de grandes banques canadiennes », signale Pierre-Yves Méthot au sujet de la marge de

d'actions, pour laquelle le prospectus préliminaire sera publié la semaine prochaine, elle aura lieu d'ici la fin juin, affirme-t-il.

Prestige figure à la cote de la Bourse de croissance TSX depuis juillet 2007.

WesTower et Radian

Les deux sociétés que rachètera l'entreprise montréalaise sont deux sociétés à capital fermé.

Pour le rachat de Radian, dont l'actionnaire majoritaire (environ 89%) est Onex, de Toronto, Prestige paiera 7,5 millions en espèces et 12,5 millions en actions, ce qui donnera à Onex une participation de 13% dans la nouvelle société et en fera le principal actionnaire.

Les huit particuliers auxquels appartient WesTower toucheront pour leur part 55 millions en espèces, plus 20 millions sous forme d'actions, ce qui leur donnera 17% du capital-actions qu'ils se partageront, et enfin 5 millions de billets au taux d'intérêt de 8% pour une période de deux ans.

Les immobilisations par les entreprises du domaine des télécommunications (en moyenne 8,5 milliards par an au Canada) ne pourront que croître avec l'attribution prochaine de nouvelles licences de réseaux sans fil, signale Pierre-Yves Méthot.

Là-dessus, 40% de ces licences seront données à de nouveaux joueurs. « Il y a eu pour 3 milliards d'offres jusqu'ici, mais ça ne donnera aux nouveaux joueurs rien d'autre qu'un bout de papier. Il leur faudra des réseaux. »

Même chose aux États-Unis, où Washington a touché en début d'année 19 milliards en raison de l'attribution de nouvelles licences, dit le président du conseil de Prestige.

EN BREF

CGI grandit à Sherbrooke

Le Groupe CGI compte augmenter son effectif à Sherbrooke à environ 250 professionnels au cours des deux ou trois prochaines années. Le fournisseur de services en technologies de l'information et en gestion des processus d'affaires a annoncé hier l'ouverture d'un nouveau centre d'excellence à Sherbrooke. Il ouvrira ses portes l'automne prochain et se spécialisera dans les technologies émergentes, le Web et la maintenance d'applications. La ville de Sherbrooke a été retenue en raison notamment de la disponibilité d'un important réservoir d'étudiants et de professionnels en technologie de l'information qualifiés et bilingues, de partenariats avec les universités et les cégeps de la région, ainsi que la proximité de clients actuels. Hier à la Bourse de Toronto, le titre de CGI a pris 6 cents à 10,89\$.
- La Presse Canadienne

Google-Yahoo! : un partenariat acceptable

Le partenariat annoncé jeudi entre les groupes internet Yahoo! et Google « ne nuit ni à la concurrence ni aux consommateurs » a commenté hier Ed Black, président de la Fédération américaine des industries informatiques (CCIA, Association de l'industrie de l'informatique et des communications). Yahoo! a annoncé jeudi que ses discussions avec Microsoft pour un éventuel rachat étaient terminées, et annoncé dans la foulée un accord avec Google sur la publicité en ligne, par lequel Google fournira des publicités que Yahoo! placera à côté des réponses de son moteur de recherche. Ils ont précisé que l'accord n'entrerait pas en vigueur pendant trois mois et demi, le temps que les autorités de concurrence l'examinent. « Ce n'est pas une fusion. Il ne semble pas que la concurrence, ni les consommateurs, puissent être lésés par un accord non exclusif », a commenté M. Black dans un communiqué.
- Agence France-Presse

FRDJ Fondation de la recherche sur le diabète juvénile

engagée à découvrir une guérison



Au nom des 200 000 Canadiens atteints du diabète de type 1, la FRDJ souhaite remercier son commanditaire national en titre et ses commanditaires nationaux de la Marche pour la guérison du diabète TELUS 2008.

Pour appuyer la FRDJ ou pour obtenir plus de renseignements, veuillez visiter le www.frdj.ca

Commanditaire national en titre



Commanditaires nationaux





De tourisme d'hiver à tourisme divers.

Photo - Marc Achambault

Illustrations - Atelier Pierre Thibault



La SGF avec Groupe Le Massif Inc. : vers de nouveaux sommets touristiques

La Société générale de financement du Québec investira 35 millions \$ dans Groupe Le Massif Inc. afin de contribuer au développement de l'un des plus vastes et ambitieux projets touristiques quatre saisons au Québec.

Le concept unique et novateur offrira aux clientèles québécoise et internationale la possibilité de vivre une expérience sans précédent.

La SGF réalise ainsi un investissement structurant qui aura un impact mesurable sur le développement économique du Québec, et particulièrement de la région de Charlevoix.

**Faire équipe
pour faire le poids**



**Société générale
de financement
du Québec**
www.sgfqc.com

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

LES BOURSES DANS LE MONDE

	VARIATION	
	FERMETURE	NET EN %
AMÉRIQUE DU NORD/SUD		
NASDAQ	2 454,50	50,15 2,09
S&P 500 (New York)	1 360,03	20,16 1,51

Mexico Bolsa	30 413,48	-61,96	-0,20
Brazil Bovespa Stock	67 203,52	-116,11	-0,17
EUROPE/AFRIQUE			
DJ Euro Stoxx 50 P	3 022,18	22,36	0,75
FTSE 100 (Angleterre)	5 802,80	12,30	0,21
CAC 40 (France)	4 682,30	10,00	0,21
DAX (Allemagne)	6 765,32	50,80	0,76
IBEX 35 (Espagne)	12 998,70	145,40	1,13

Milan MIB30 (Italie)	31 967,00	26,00	0,08
Amsterdam Exchanges	459,96	0,85	0,19
Swiss Market (Suisse)	7 261,37	38,58	0,53
ASIE/PACIFIQUE			
NIKKEI 225 (Japon)	13 973,73	85,13	0,61
Hang Seng (Hong Kong)	22 592,30	-431,56	-1,87
S&P/ASX 200 (Australie)	5 378,10	48,90	0,92
Shanghai (Chine)	2 868,80	-88,73	-3,00

LES DEVICES DANS LE MONDE

Australie	dollar	0,9667
Bésil	real	0,6292
Chine	renminbi	0,1492
Grande-Bretagne	livre	2,0049
Hong Kong	dollar	0,1317

Inde	roupie	0,0240
Japon	yen	0,0095
Mexique	peso	0,0994
Norvège	couronne	0,1969
Nouvelle-Zélande	dollar	0,7717
Russie	rouble	4,3282
Suède	couronne	0,1692
Suisse	franc	0,9834

DOLLAR CANADIEN



97,16 ¢US
VARIATION -0,57 ¢
SOMME REQUISE POUR ACHETER
Un dollar US 102,92 ¢

0,6316 €
VARIATION -0,0010 €
SOMME REQUISE POUR ACHETER
Un euro 1,5834 \$

PÉTROLE

West Texas Intermediate, contrat à terme
134,86 \$US
Variation 1 JOUR -1,88 \$US
Variation 1 SEMAINE -2,66 %
Variation 1 AN +103,53 %

OR

New York
870,30 \$US
VARIATION +1,10 \$US
En dollars canadiens 895,71 \$
Les cotes boursières en direct sur lapresseaffaires.com

Les Bourses finissent en beauté

REVUE BOURSIÈRE

AGENCE FRANCE-PRESSE ET LA PRESSE

Les Bourses nord-américaines ont fini en nette hausse hier, une accélération modérée de l'inflation de base, combinée à une remontée du dollar américain et à un reflux du pétrole, apaisant les craintes d'inflation.

À la Bourse de New York, l'indice Dow Jones a pris 165,77 points, ou 1,37 %, à 12 307,35 points et le NASDAQ a gagné 50,15 points (2,09 %) à 2454,50. L'indice élargi Standard and Poor's 500 a monté de 1,5 %,

soit 20,16 points, à 1360,03 points.

Pour sa part, l'indice S&P/TSX bondissait de 175,87 points, ou 1,2 %, à 14 778,46 grâce à une remontée des titres financiers.

Wall Street est parvenue à poursuivre son rebond entamé la veille, car le marché a été «aidé par un rebond du dollar», qui est remonté jusqu'à environ 1,53 \$ pour un euro, a souligné Peter Cardillo, analyste d'Avalon Partners.

Alors que l'inflation est devenue le premier sujet de préoccupation du marché, il a en plus été soulagé «par une retombée des prix du pétrole et un rapport-clef sur l'inflation sans mauvaise surprise», a expliqué Al Goldman, analyste de Wachovia Securities.

En effet, sous la poussée des prix énergétiques, les prix à la consommation aux États-Unis ont augmenté en mai de manière plus importante que prévu (+0,6 %). Mais l'indice de base a toutefois rassuré, car il est ressorti conforme aux attentes (+0,2 %).

«Le marché a davantage prêté attention à l'indice de base pour voir si la hausse du prix de l'essence se répercutait sur les autres biens de consommation», a estimé M. Goldman.

Se mettant à espérer que la Réserve fédérale (Fed) repousse une éventuelle hausse des taux d'intérêts pour contrer l'inflation, les investisseurs ont fait fi des premiers signes d'une dégradation accrue de la confiance des consom-

mateurs sur le mois en cours. Selon les premières estimations de l'Université du Michigan, l'indice de confiance est tombé bien plus que prévu en juin, à 56,7 points.

Le trio Yahoo! -Microsoft-Google a continué d'attirer l'attention du marché hier.

Après avoir perdu environ 10 % jeudi, Yahoo! s'est stabilisé hier, reculant de 0,13 % à 23,47 \$US. Le groupe internet a annoncé que l'hypothèse de son rachat par Microsoft (+2,94 % à 29,07 \$US) était bel et bien enterrée et qu'il avait finalement opté pour un partenariat à long terme avec Google (+3,25 % à 571,51 \$US) sur la publicité en ligne.

L'autre action, qui a attiré les regards des investisseurs toute la

semaine, a été Lehman Brothers. Après avoir chuté d'environ la moitié de sa valeur en un mois, le titre de la banque d'affaires, dont la solidité financière est mise en doute, a finalement repris vendredi 13,7 % à 25,81 \$US.

Par ailleurs, la compagnie aérienne US Airways a bondi de 6,3 % à 2,86 \$US, après avoir annoncé de nouvelles mesures d'économies pour résister au pétrole cher.

Côté automobile, Ford a avancé de 4,5 % à 6,27 \$US. L'offre du milliardaire américain Kirk Kerkorian, désireux de monter dans le capital du constructeur automobile, a été souscrite plus de 40 fois, selon les résultats définitifs publiés hier.

InBev pourrait vendre les parcs thématiques d'Anheuser-Busch

BLOOMBERG

InBev pourrait obtenir jusqu'à 4,4 milliards US en vendant des parcs thématiques et une division d'emballage du brasseur rival qu'il projette de racheter, Anheuser-Busch, ce qui l'aiderait à financer son acquisition, selon Kris Kippers, un analyste de Petercam SA.

Jeudi, InBev, plus gros brasseur au monde, a fait part de son intention de recueillir 8,3

milliards US en émettant de nouvelles actions et en vendant des actifs «non essentiels» des deux entreprises pour financer son offre de rachat au coût de 46,3 milliards US.

La vente de Busch Entertainment Corp. est susceptible de rapporter à peu près 2,9 milliards US, estime M. Kippers. Anheuser-Busch, qui possède Busch Gardens et Seaworld, a ouvert son premier parc thématique à Tampa, en Floride, en 1959. Le brasseur, qui

produit la bière Budweiser, gère à l'heure actuelle 10 parcs aux États-Unis et il prévoit croître à l'étranger en ouvrant quatre parcs à Dubaï. Busch Entertainment a généré 1,3 milliard US en revenus pour Anheuser-Busch l'an dernier, soit 7 % du total.

La division emballage aussi à vendre?

«L'acheteur se départira très rapidement de la division divertissement après une

transaction», soutient Wim Hoste, un analyste de KBC, à Bruxelles.

Mercredi, InBev a annoncé qu'il avait fait une offre non sollicitée pour Anheuser-Busch, de St. Louis, et cette dernière compagnie a indiqué qu'elle allait étudier l'offre.

Busch Entertainment a fourni 162,9 millions \$US en profits, ou 7,7 % du total de la compagnie l'an dernier. La division avait subi une perte nette de

4,7 millions US au quatrième trimestre.

«C'est un secteur difficile», avance Erin Ashley Smith, une analyste d'Argus Research, à New York. «C'est très saisonnier et cela pèse sur les bénéfices», ajoute-t-elle. Il reste que le projet de larguer les parcs thématiques pourrait faire regimber les patrons d'Anheuser-Busch. «Il se peut que les membres de la direction s'y opposent parce qu'ils peuvent avoir des 'liens' avec la division», indique-t-elle.

InBev pourrait aussi vouloir se débarrasser de la division d'emballage d'Anheuser-Busch, à un prix susceptible d'atteindre 1,5 milliard US, estiment M.M. Hoste et Kippers. Le bénéfice net de cette division a bondi de 21 % l'an dernier, à 109 millions US.

PLAN RESTRUCTURATION AU PAPIER COMMERCIAL

Le plan de relance devant la Cour d'appel de l'Ontario

LAPRESSEAFFAIRES.COM

Les opposants au plan de restructuration du papier commercial non bancaire ont obtenu la permission de porter leur cause devant la Cour d'appel de l'Ontario.

L'appel sera entendu les 25 et 26 juin prochains.

La semaine dernière, le juge Campbell, de la Cour supérieure de l'Ontario, avait approuvé le plan de restructuration présenté

par le comité présidé par Purdy Crawford.

«C'est le temps d'aller de l'avant. Il s'agit d'une situation unique où il faut considérer de plus grands enjeux que ceux qui affectent des parties qui croit foncièrement que le redressement de leur intérêts personnels doit prédominer», a écrit le juge Campbell dans sa décision.

Essentiellement, les opposants au plan déplorent avoir perdu leur droit de poursuite contre

les banquiers qui leur ont vendu le papier. Ils auraient souhaité pouvoir poursuivre pour négligence ou fausse représentation.

Le plan de restructuration vise à transformer un total de 32 milliards d'actifs gelés dans du papier commercial en billets à terme qui seront négociés sur les marchés.

Certaines sociétés québécoises dont Transat, le Groupe Jean Coutu, Aéroports de Montréal et Labopharm font partie de ces opposants au plan de restructuration.

Enchères du sans-fil: des mises de plus de 3,6 milliards

LA PRESSE CANADIENNE

Le total des mises lancées dans le cadre de la vente aux enchères d'Industrie Canada pour le spectre réservé aux services sans fil évolués a dépassé hier les 3,6 milliards.

Rogers Communications menait la marche avec des mises de 801,5 millions pour 47 licences, d'après le site internet d'Industrie Canada.

Telus avait misé 736,3 millions pour 50 licences.

La torontoise Globalive, qui cherche à faire son entrée dans le marché du cellulaire au Canada, avait misé 736,3 millions pour 34 licences, devançant pour l'instant Bell Mobilité, dont les mises tota-

lisaient 508,2 millions pour 45 licences.

Quebecor avait misé 498,4 millions pour 17 licences, et

Ces enchères visent à augmenter le niveau de concurrence dans le marché canadien de la téléphonie cellulaire.

Data & Audio Visual Enterprises Wireless, 228 millions pour 9 licences.

Quebecor fait face à un adversaire coriace sur le marché du Québec, puisque Globalive soumissionne activement sur des blocs de fréquences couvrant une bonne partie de la province.

Le câblodistributeur Shaw Communications avait misé 147,6 millions pour 19 licences.

Ces enchères visent à augmenter le niveau de concurrence dans le marché canadien de la téléphonie cellulaire, qui génère des revenus de 16 milliards par année, selon les estimations du gouvernement fédéral.

LES MÉTAUX

		HIER (DOLLARS US)	PRÉCÉDENT (DOLLARS US)
ALUMINIUM	Comptant	2 882,50	2 900,00
	3 mois	2 930,50	2 931,00
	15 mois	3 048,00	3 060,00
CUIVRE (A)	Comptant	7 955,00	7 989,00
	3 mois	7 810,00	7 815,00
	15 mois	7 545,00	7 575,00
PLOMB	Comptant	1 837,00	1 901,00
	3 mois	1 854,00	1 855,00
	15 mois	1 867,00	1 918,00

Dollars US par tonne métrique Source: London Metal Exchange

		HIER (DOLLARS US)	PRÉCÉDENT (DOLLARS US)
NICKEL	Comptant	23 950,00	22 900,00
	3 mois	23 950,00	24 000,00
	15 mois	23 375,00	22 400,00
ÉTAIN	Comptant	21 175,00	21 200,00
	3 mois	21 200,00	21 225,00
	15 mois	21 320,00	21 325,00
ZINC	Comptant	1 855,50	1 862,50
	3 mois	1 890,00	1 890,50
	15 mois	1 963,00	1 958,00

LE MARCHÉ OBLIGATAIRE

	CETTE SEMAINE	SEMAINE DERNIÈRE	L'AN DERNIER
CANADA			
Taux d'escompte	3,25	3,25	4,50
Taux préférentiel	4,75	4,75	6,00
Fonds à un jour	3,00	3,00	4,25
Bons du Trésor (3 mois)	2,42	2,42	4,36
Bons du Trésor (6 mois)	2,79	2,57	4,56
Obligations (2 ans)	3,35	2,88	4,74
Obligations (5 ans)	3,53	3,16	4,74
Obligations (10 ans)	3,87	3,27	4,69
Obligations (30 ans)	4,20	4,13	4,61
QUÉBEC			
Bons du Trésor (3 mois)	2,79	2,54	4,40
Obligations (5 ans)	4,22	3,77	4,86
Obligations (10 ans)	4,67	4,51	5,01
Obligations (30 ans)	4,95	4,90	5,10
ONTARIO			
Taux d'escompte	2,25	2,25	6,25
Taux préférentiel	5,00	5,00	8,25
Fed Funds	2,00	2,00	5,25
Bons du Trésor (3 mois)	1,95	1,82	4,62
Bons du Trésor (6 mois)	2,25	1,96	4,91
Obligations (2 ans)	3,07	2,51	5,08
Obligations (5 ans)	3,72	3,33	5,16
Obligations (10 ans)	4,23	4,40	5,22
Obligations (30 ans)	4,78	4,74	5,29

Source: Valeurs Mobilières Banque Laurentienne

LES OBLIGATIONS

	COUPON	ÉCHÉANCE	PRIX	REND. VAR.
LE GOUVERNEMENT DU CANADA				
Canada	5,50	01-06-2009	102,04	3,30 +0,01
Canada	9,50	01-06-2010	111,49	3,37 0,00
Canada	9,00	01-03-2011	114,19	3,45 -0,01
Canada	6,00	01-06-2011	106,99	3,48 0,00
Canada	10,25	15-03-2014	133,84	3,65 -0,10
Canada	9,75	01-06-2021	156,43	4,09 -0,25
Canada	8,00	01-06-2023	142,45	4,15 -0,26
Canada	8,00	01-06-2027	148,26	4,26 -0,27
Canada	5,75	01-06-2029	120,66	4,25 -0,27
LES PROVINCES				
Hydro Québec	11,00	15-08-2020	156,89	4,77 -0,11
Manitoba	7,75	22-12-2025	133,43	4,88 -0,16
New Brunswick	6,00	27-12-2017	110,55	4,61 -0,04
Newfoundland	6,15	17-04-2028	115,29	4,93 -0,15
Nova Scotia	6,60	01-06-2027	120,74	4,90 -0,15
Ontario	6,25	25-08-2028	116,65	4,93 -0,16
Ontario Hydro	7,45	31-03-2013	111,82	4,66 -0,05
Ontario Hydro	8,50	26-05-2025	141,51	4,87 -0,16
Ontario Hydro	8,25	22-06-2026	140,12	4,87 -0,17
P E I	8,50	27-10-2015	125,22	4,44 -0,06
Québec	6,00	01-10-2029	113,34	4,97 -0,08

	COUPON	ÉCHÉANCE	PRIX	REND. VAR.
LES CORPORATIONS				
Bank Of N S	5,65	22-07-2008	100,23	3,10 0,00
Bell Canada	7,00	24-09-2027	88,39	8,20 -0,14
Bombardier	7,35	22-12-2026	97,00	7,65 0,00
Cons Gas	6,10	19-05-2028	103,53	5,79 -0,19
Gtaa	6,45	03-12-2027	109,25	5,65 -0,22
Investors Gr	6,65	13-12-2027	104,15	6,27 -0,20
Westcoast Ene	6,75	15-12-2027	109,42	5,92 -0,22

Inscrivez-vous au site www.lapresseaffaires.com et découvrez une foule d'informations sur les entreprises inscrites en Bourse.

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

PÉTROLE

PRIME POUR LE CARBURANT DE QUALITÉ > Les raffineries sont prêtes à payer directement aux producteurs cinq ou six dollars de plus que les prix officiels du marché, pourtant actuellement à un niveau record, pour obtenir du pétrole de bonne qualité, plus aisé à transformer, affirme le quotidien économique *Financial Times*. Alors que le débat fait rage entre ceux qui attribuent le prix record du pétrole à la spéculation, et ceux qui affirment qu'il s'agit plutôt d'un problème d'approvisionnement du marché, cet argument semble plutôt favorable aux seconds. « D'après des courtiers, les raffineries paient (...) pour s'assurer d'être approvisionnés en pétrole de haute qualité », a affirmé hier le quotidien britannique. Ces qualités de pétrole extra léger sont notamment extraites au Nigeria, une région très agitée avec les attaques quotidiennes de rebelles. Le pétrole nigérian de type «Bonny Light oil» vaut par exemple 4\$ de plus que les prix du marché. À l'inverse, les producteurs ont dû fortement augmenter les rabais consentis sur les huiles les plus lourdes: le rabais pour le pétrole lourd iranien serait passé de 7\$ à 13,05\$ en un an. Cet écart important de prix sur les marchés physiques entre pétroles légers et lourds «explique la réticence de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole à doper sa production, sachant que la capacité excédentaire de production du cartel (réserve de production mobilisable immédiatement) se compose essentiellement de pétrole de médiocre qualité».

AGENCE FRANCE-PRESSE

CANADIEN NATIONAL

FORCÉ DE RETIRER LES ROUES À RISQUE > Quelques jours après la publication d'un rapport du Bureau de la sécurité des transports soulignant l'existence de 10 000 à 12 000 essieux de wagons de train potentiellement défectueux encore en circulation, le gouvernement fédéral intervient et force le Canadien National (CN) de détecter et de retirer ces équipements à risque d'ici le 15 octobre. L'intervention gouvernementale a pris la forme d'une injonction ministérielle adressée au transporteur ferroviaire par le ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités, Lawrence Cannon. Les essieux montés suspects ont été installés par l'atelier de roues Transcona du CN, à Winnipeg, entre le 1^{er} avril 1998 et le 28 février 2001. Le ministre estime que la date limite fixée donne au CN le temps requis pour retracer tous les essieux montés sous les wagons d'un bout à l'autre du Canada. L'injonction a été délivrée en réponse à un rapport d'enquête ferroviaire publié le 5 juin dernier par le BST. Le rapport révélait que des roues lâches étaient la cause du déraillement d'un train de marchandises en janvier 2006. L'enquête a permis de déterminer que, depuis 2000, il y a eu au moins 18 déraillements au Canada causés par des essieux montés provenant de l'atelier Transcona. Hier à la Bourse de Toronto, l'action de CN s'est appréciée de 85 cents à 50,99\$.

LA PRESSE CANADIENNE

UBS

SUCCÈS DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL > La banque suisse UBS a clôturé « avec succès » sa deuxième augmentation de capital de 15,97 milliards de francs suisses (15,7 milliards CAN), a annoncé hier le groupe helvétique dans un communiqué. La première banque de la Confédération, qui avait dû lancer une nouvelle augmentation de capital pour faire face aux pertes subies dans la crise des crédits hypothécaires américains, a émis plus de 760 millions d'actions nouvelles entre le 27 mai et le 9 juin. Les droits de souscription à hauteur d'environ 755 millions de titres ont été exercés, soit 99,4 % des actions offertes, a précisé UBS. Le solde des actions restantes a été placé dans le cadre d'opérations d'« open market », selon le communiqué. Le prix de souscription des actions nouvelles avait été fixé à 21 francs suisses. UBS avait déjà lancé en octobre une première augmentation de capital de 13 milliards auprès des fonds d'investissement singapourien GIC et un autre anonyme du Moyen-Orient. L'établissement, qui a subi une dépréciation d'actifs d'un total de 37,4 milliards de dollars, figure parmi les plus touchés au monde par la crise des *subprimes*.

AGENCE FRANCE-PRESSE

LPA 50

La Presse Affaires présente une sélection de 50 titres qui suscitent un grand intérêt chez les lecteurs

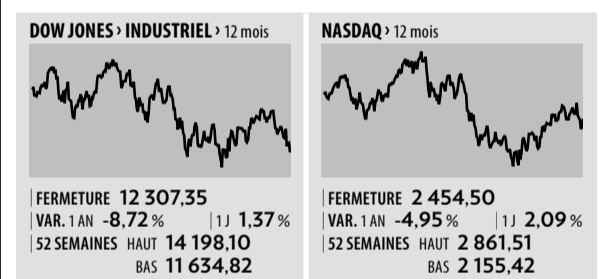
	FERMETURE IQ 30	CHANGEMENT		VOLUME (100)	VAR. CETTE ANNÉE (%)	VAL. BOUR. (M \$)	52 SEMAINES		DIV. ANN.
		(\$)	NET %				HAUT	BAS	
▲ AbitibiBowater (ABH)	13,63	0,70	5,41	641	-33,51	767	35,85	4,57	0,00
▲ ACE Aviation (ACE.B)	✓ 21,86	0,17	0,78	4 936	-22,73	1 252	30,25	17,90	0,00
▲ Aeterna (AEZ)	1,38	0,03	2,22	52	-9,21	73	3,90	0,75	0,00
Air Canada (AC.B)	8,64	0,07	0,82	425	-28,30	866	17,40	7,61	0,00
▲ Alimentation Couche-Tard (ATD.B)	✓ 13,51	0,52	4,00	6 508	-26,14	2 657	23,30	12,71	0,14
Astral Media (ACM.A)	33,31	-0,24	-0,72	2 136	-28,58	1 905	46,95	32,87	0,50
Banque de Montréal (BMO)	✓ 44,90	0,40	0,90	24 420	-20,29	22 604	70,53	38,00	2,80
▲ Banque Laurentienne (LB)	✓ 44,04	0,60	1,38	1 595	32,45	1 050	45,08	31,30	1,28
▲ Banque Nationale (NA)	✓ 52,78	1,47	2,87	6 340	0,94	8 362	63,25	43,60	2,48
▲ Banque Royale (RY)	✓ 49,00	0,58	1,20	24 134	-3,43	64 402	58,45	42,82	2,00
BCE (BCE)	✓ 33,65	-0,17	-0,50	26 586	-15,13	27 098	41,80	31,80	n.d.
Bellus Santé (BLU)	✓ 1,45	0,00	0,00	40	-34,09	71	7,94	1,26	0,00
▼ Bombardier (BBD.B)	7,79	-0,10	-1,27	112 866	30,71	13 660	8,97	4,06	0,10
▼ CAE (CAE)	✓ 12,43	-0,15	-1,19	40 765	-6,61	3 157	15,25	9,92	0,12
Cascades (CAS)	✓ 6,82	0,01	0,15	1 751	-19,19	674	12,52	6,59	0,16
CN (CNR)	✓ 50,99	0,43	0,85	10 517	9,30	24 389	61,00	42,51	0,92
▲ Cogeco (CGO)	32,85	0,85	2,66	50	-16,84	548	44,57	26,77	0,28
▲ Corporation Financière Power (PWF)	✓ 35,36	0,63	1,81	8 648	-13,27	24 928	42,49	30,74	1,34
▲ Domtar (UFS)	✓ 6,30	0,08	1,29	353	-17,00	3 386	12,29	5,71	0,00
Garda (GW)	17,28	0,03	0,17	980	12,35	543	23,92	12,39	0,00
Groupe CGI (GIB.A)	✓ 10,89	0,06	0,55	15 319	-6,04	3 471	12,24	8,95	0,00
▲ Groupe Canam (CAM)	12,00	1,00	9,09	2 794	-15,19	592	15,98	9,40	0,16
▲ Groupe Pages Jaunes (YLO.UN)	9,74	0,14	1,46	19 222	-29,93	5 063	14,59	9,56	1,13
▲ Groupe SNC-Lavalin (SNC)	✓ 57,50	1,46	2,61	3 036	19,44	8 681	58,50	32,83	0,48
▲ Groupe TVA (TVA.B)	16,22	0,97	6,36	3	11,71	438	18,51	13,15	0,20

▲▼ > Indique un titre qui a gagné ou perdu 1 % et plus de sa valeur par rapport à la fermeture de la séance précédente. / Caractères gras > Indiquent une société dont l'action a atteint un haut ou un bas de 52 semaines en cours de séance. / IQ 30 > Le crochet (✓) dans cette colonne identifie les titres qui font partie de l'indice Québec 30. La valeur de l'indice est présentée chaque jour à la une de La Presse Affaires. / M\$ > Millions de dollars / La liste des titres est sujette à une révision périodique.

	FERMETURE IQ 30	CHANGEMENT		VOLUME (100)	VAR. CETTE ANNÉE (%)	VAL. BOUR. (M \$)	52 SEMAINES		DIV. ANN.
		(\$)	NET %				HAUT	BAS	
Labopharm (DDS)	1,56	0,00	0,00	706	51,46	89	3,61	0,90	0,00
Lassonde (LAS/A)	47,00	0,00	0,00	9	16,02	313	47,00	37,25	0,86
Le Groupe Jean Coutu (PIC.A)	✓ 9,32	0,06	0,65	2 797	-16,56	2 333	16,50	9,18	0,16
▲ Les Industries Dorel (DII.B)	30,85	0,81	2,70	348	4,93	1 028	40,49	25,86	0,49
Les Vêtements de sport Gildan (GIL)	✓ 29,00	0,28	0,98	3 569	-29,17	3 494	44,55	24,07	0,00
▲ L'Industrielle-Alliance (IAG)	✓ 35,64	0,69	1,97	1 343	-16,30	2 864	43,75	32,14	0,90
Mediagrif (MDF)	3,98	-0,02	-0,50	2 165	-39,79	58	9,60	3,51	0,00
▲ Mega Brands (MB)	✓ 3,44	0,09	2,69	34	-44,52	126	21,50	2,90	0,00
▲ Metro (MRU.A)	✓ 25,80	0,41	1,62	2 903	-2,09	2 910	39,49	21,00	0,50
Molson Coors (TAP.B)	✓ 59,00	0,00	0,00	1	15,46	10 934	60,44	43,00	0,77
Nortel (NT)	10,32	0,10	0,98	43 018	-31,11	5 118	27,53	5,84	0,00
▲ Osisko Exploration (OSK)	3,95	0,15	3,95	5 095	-33,05	636	6,56	3,72	0,00
Paladin Labs (PLB)	11,00	0,00	0,00	270	6,28	163	11,95	8,68	0,00
▲ Power Corporation (POW)	✓ 32,80	0,35	1,08	11 626	-18,27	14 969	41,92	29,35	1,16
Quebecor (QBR.B)	✓ 30,44	-0,13	-0,43	3 495	-14,85	2 030	41,94	25,33	0,20
▲ Quebecor World (IQW)	✓ 0,21	0,01	2,50	5 435	-88,42	38	13,82	0,10	0,00
Reitmans (RET.A)	15,50	0,14	0,91	2 882	-19,23	1 092	25,52	14,86	0,72
▲ Rona (RON)	✓ 12,55	0,19	1,54	1 655	-26,39	1 452	24,41	12,00	0,00
Saputo (SAP)	✓ 28,75	0,14	0,49	4 153	-3,62	5 924	32,99	21,27	0,48
▼ Stella-Jones (SJ)	35,01	-1,24	-3,42	55	-14,61	440	48,50	31,01	0,32
▲ Tembec (TMB)	3,75	0,15	4,17	3 583	-40,00	375	27,40	2,80	0,00
▲ Theratechnologies (TH)	✓ 6,53	0,42	6,87	926	-39,98	380	12,69	5,77	0,00
▲ Transat AT (TRZ.B)	22,04	0,96	4,55	1 901	-37,03	719	42,38	19,40	0,36
▼ Transcontinental (TCL.A)	✓ 17,22	-0,39	-2,22	2 382	9,40	1 397	22,22	13,90	0,32
▲ Uni-Select (UNS)	24,75	0,74	3,08	19	-21,23	488	32,56	21,02	0,43

ÉTATS-UNIS 50 GÉANTS

Les plus grandes entreprises américaines inscrites à New York



	FERMETURE (\$ US)	CHANGEMENT		52 SEMAINES		VALEUR BOUR. (MM \$ US)
		NET	%	HAUT	BAS	
3M (MMM)	76,12	0,57	0,75	97,00	72,05	53,6
Abbott Laboratories (ABT)	54,11	0,18	0,33	61,09	49,58	83,5
Altria (MO)	20,90	-0,04	-0,19	24,55	19,47	43,8
American Express (AXP)	44,66	1,24	2,86	65,89	39,50	51,7
Apple (AAPL)	172,37	-0,89	-0,51	202,96	111,62	152,0
AT&T (T)	36,68	0,29	0,80	42,97	32,95	217,9
Bank Of America (BAC)	29,78	0,34	1,16	52,96	28,83	132,6
Berkshire Hath.-Cl B (BRK/B)	247,00	22,00	0,52	509,00	353,00	196,9
Boeing (BA)	75,12	1,00	1,35	107,83	71,59	56,4
Chevron (CVX)	99,40	1,34	1,37	104,63	76,40	205,6
Cisco Systems (CSCO)	26,37	0,41	1,58	34,24	21,77	155,8
Citigroup (C)	20,48	0,59	2,97	54,49	17,99	111,2
Coca-Cola (KO)	55,42	-1,72	-3,01	65,59	51,06	128,7
Comcast-Cl A (CMCSA)	21,74	0,39	1,83	29,41	16,11	64,8
Conocophillips (COP)	94,26	1,77	1,91	95,84	67,85	145,4
Eli Lilly & Co (LLY)	48,33	0,63	1,32	59,82	46,60	54,9
Exxon Mobil (XOM)	88,36	1,30	1,49	96,12	77,55	466,9
General Electric (GE)	29,15	0,10	0,34	42,15	28,49	290,5
Goldman Sachs (GS)	178,29	11,54	6,92	250,70	140,27	76,2
Google (GOOG)	571,51	18,56	3,36	747,24	412,11	179,5
Hewlett-Packard (HPQ)	47,45	0,48	1,02	53,48	39,99	117,0
Home Depot (HD)	27,53	1,05	3,97	41,19	23,77	46,7
Intel (INTC)	22,66	0,61	2,77	27,99	18,05	129,8
Intl Business Machines (IBM)	126,15	2,30	1,86	129,99	97,04	173,3
Johnson & Johnson (JNJ)	66,27	0,58	0,88	68,85	59,72	186,8
JPMorgan Chase & Co (JPM)	39,58	1,57	4,13	50,99	36,01	137,7
Medtronic (MDT)	51,54	0,71	1,40	57,99	44,26	57,9
Merck & Co (MRK)	35,53	0,13	0,37	61,62	34,92	76,3
Merrill Lynch & Co (MER)	38,00	1,72	4,74	91,95	35,16	37,4
Microsoft (MSFT)	29,07	0,83	2,94	37,50	26,87	270,7
Morgan Stanley (MS)	41,04	2,66	6,93	75,50	33,56	45,4
Motorola (MOT)	9,13	0,17	1,90	19,68	8,82	20,6
News-Cl B (NWS)	18,43	0,60	3,37	24,95	17,50	47,4
Oracle (ORCL)	22,63	0,77	3,52	23,57	18,18	116,6
PepsiCo (PEP)	67,54	-0,41	-0,60	79,79	64,25	107,1
Pfizer (PFE)	17,99	0,26	1,47	26,67	17,50	121,7
Procter & Gamble (PG)	66,45	-0,01	-0,02	75,18	60,76	202,9
Schlumberger (SLB)	99,69	0,87	0,88	114,84	72,30	118,9
Time Warner (TWX)	15,43	0,52	3,49	21,97	13,65	55,2
United Parcel Serv.-Cl B (UPS)	68,31	0,02	0,03	78,99	64,01	70,2
United Technologies (UTX)	68,56	0,64	0,94	82,50	65,20	66,7
UnitedHealth (UNH)	30,74	-0,27	-0,87	59,46	30,00	37,8
Verizon Comm. (VZ)	37,33	0,70	1,91	46,03	33,00	106,4
Wachovia (WB)	18,19	-1,12	-5,80	54,54	17,34	39,3
Walgreen (WAG)	36,26	0,81	2,29	48,09	32,50	35,9
Wal-Mart Stores (WMT)	59,18	0,07	0,12	59,95	42,09	233,4
Walt Disney (DIS)	33,93	0,69	2,08	35,69	26,30	64,6
Wellpoint (WLP)	53,81	1,35	2,57	90,00	43,02	28,3
Wells Fargo (WFC)	26,08	0,06	0,2			

POST-SCRIPTUM

REGARD DIFFÉRENT SUR L'ACTUALITÉ

1,46\$ LE LITRE, C'EST CHER?

Voici notre post-scriptum, qui, comme le «P.S.» apposé au bas d'une lettre, se veut un complément aux reportages, analyses et commentaires publiés au cours des derniers jours, sur un sujet qui a retenu votre attention. Il provoquera, nous l'espérons, moult conversations au cours de vos rencontres du week-end. Bonne lecture!

UN LITRE COÛTE :



1,29\$
Eau de source



1,79\$
Coca-Cola



2,61\$
Thé glacé



2,65\$
Eau minérale

La hausse spectaculaire du prix de l'essence dans les stations-service a pris bien des Québécois au dépourvu. Plusieurs ont déjà commencé à modifier leurs habitudes de consommation. Les ventes de gros véhicules utilitaires sont en chute libre.

Mais portez-vous la même attention à tous vos achats? Vous êtes-vous déjà interrogé sur le prix au litre de tout ce que vous consommez? Des boissons rafraîchissantes aux parfums raffinés, notre équipe s'est lancée sur la piste du litre le plus cher.

LE PRIX DE L'ESSENCE DANS LE MONDE

LES PLUS CHERS

Rang	Pays	Prix/lit.
1.	Norvège	2,65\$
2.	Pays-Bas	2,62\$
3.	Belgique	2,51\$
4.	Danemark	2,45\$
5.	Finlande	2,41\$
6.	Italie	2,38\$
7.	Portugal	2,34\$
8.	Suède	2,33\$
9.	France	2,32\$
10.	Royaume-Uni	2,29\$
---	Canada	1,46\$

LES MOINS CHERS

Rang	Pays	Prix/lit.
1.	Venezuela	2,75¢
2.	Iran	8,80¢
3.	Arabie Saoudite	9,90¢
4.	Libye	10,90¢
5.	Swaziland	11,88¢
6.	Qatar	16,06¢
7.	Bahreïn	17,82¢
8.	Egypte	19,58¢
9.	Koweït	19,80¢
10.	Seychelles	21,55¢
44.	États-Unis	75,25¢

UN LITRE COÛTE :



2,79\$
Boisson énergisante



2,99\$
Lait



7\$
Café fin



7,50\$
Bière pression



8,99\$
Rince-bouche



10\$
Huile d'olive



12,50\$
Sangria



18,75\$
Pepto-Bismol



20\$
Bouteille de vin rouge



22,75\$
Shampooing



40,65\$
Sirop



70,75\$
Lotion solaire



176\$
Huile de truffe blanche



325\$
Champagne Veuve Clicquot, La Grande Dame, Brut 1998



3 675\$
Cognac Rémy Martin Louis XIII Grande Champagne



13 375\$
Parfum Chanel no 5